

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

LA POLITIQUE FINANCIÈRE DE MM. PINAY ET DE GAULLE

De la nuit de mai aux jours de décembre

par Roger HAGNAUER

La dévaluation

par Robert LOUZON

Déclaration de guerre

par Raymond GUILLORE

Analyse de la couche sociale

« Ingénieurs et cadres »

par Paul BERNARD

Le message de Boris Pasternak

par Paul BARTON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

EXTERIEUR

Six mois 800 fr.
Un an 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 435 - Janvier 1959

De la nuit de mai aux jours de décembre. . . Roger HAGNAUER
Avec 300 abonnés de plus...

Analyse de la couche sociale « Ingénieurs
et cadres » Paul BERNARD

Le message de Boris Pasternak Paul BARTON

Problèmes : Au syndicat le pouvoir. —
Problèmes concrets. — La vérité J. DUPERRAY

Chronique de l'Union des syndicalistes
En sortant d'une réunion du bâtiment. —
Le nouvel accord Renault. — Un son de
cloche non accordé. — Les étudiants en
flèche. — Sur la réforme de l'enseigne-
ment. — Anticommunisme systématique.
— Déclaration de guerre R. GUILLORE

Echos d'Accra L. M.

Notes d'économie et de politique
Sun-Yat-Sen et Mao-Tse-Tung. — Vive
Nasser ! — Dévaluation Robert LOUZON

Propos du Nouvel An 1959
Polltesses franco-soviétiques. — Sacrifier
l'école, c'est condamner l'avenir R. HAGNAUER

Parmi nos lettres
Sur les possibilités de F.O. (Monteillet,
R. Robecchi). — Un encouragement (Th.
Argence).

Concentration du pouvoir et paternalisme
en Tunisie J.-P. FINIDORI

La réforme agraire en Syrie DAMASHKI

Contrôle ouvrier et cogestion Miguel MIRANDA

Les zigzags de l'Union Marocaine du Tra-
vail L. M.

Une rectification (de Beyrouth).
Comme ils sont J. L.

A travers les livres
Pomme endormie de Léna Leclercq (R.G.).
— Cercle Zimmerwald.

ENTRE NOUS

C'est très drôle de voir dans de grands organes populaires les prophéties pour 1959... avec de sérieuses références... En 1958 on a prédit la mort d'un grand personnage... des difficultés financières... des troubles en Algérie... Mais dans des propos et écrits plus sérieux et plus graves, la même confiance conditionnelle est prodiguée... « Soyez derrière MOI, autour de MOI... et la route sera belle ! — Votez pour les gaullistes, et vous direz deux fois OUI ! — Votez pour les socialistes et vous direz OUL... MAIS... — Votez pour les communistes... et vous entrez dans la terre promise !... »

Nous sommes absolument inaptes à de telles virtuosités verbales. Le plus terrible, même, c'est que s'il nous arrive d'indiquer ce qui est et de préciser ce qu'il faut faire... nous ne garantissons jamais le succès. Aucune des solutions que nous préconisons n'est infaillible. Il faut entreprendre et persévérer. C'est tout.

Car chacun de nos numéros représente une véritable performance. Par sa rédaction et sa cuisine sans doute. Aussi par son financement. 1.000 ABONNÉS A 1200 FRANCS NOUS APPORTENT 1.200.000 FRANCS PAR AN, c'est-à-dire 120.000 francs par numéro. Ce qui était hier à peine suffisant pour des numéros de 24 pages. Ce qui ne nous laisse qu'un reliquat dérisoire, après le paiement de l'imprimerie. Ce qui sera nettement insuffisant, lorsque la montée des prix correspondra aux prévisions les plus optimistes. Ce qui ne nous

permettra pas de tenir, si l'on veut augmenter le format, développer la diffusion...

Nos amis doivent savoir que nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'un déficit. La confiance que l'on nous témoigne est fonction de la régularité et de la netteté de notre comptabilité, autant que de la pureté de nos ressources et de la sincérité des motifs et mobiles de nos rédacteurs. Nous ne sommes pas assez naïfs pour ne pas découvrir les moyens d'assurer la vie de la « R.P. ». Un peu de complaisance suffirait pour gagner de quoi combler notre déficit et assurer même la rémunération des responsables. Depuis trente-quatre ans, notre refus opiniâtre rend notre sécurité matérielle d'autant plus fragile que la sécurité morale de nos lecteurs reste intacte.

Mais cette sécurité se paye aussi. Si vous voulez que la « R.P. » vive telle qu'elle est, telle qu'elle ne peut pas ne pas être, acceptez quelques sacrifices. Si nos amis ne nous entendent pas, s'ils ne consentent pas à payer plus cher leur abonnement, à souscrire pour notre trésorerie chaque fois que nous le leur demandons, à recruter de nouveaux abonnés... il faudra se résigner à disparaître.

Nous n'avons pas la prétention d'attribuer à la « R. P. » la valeur d'une nécessité vitale. Mais ceux qui, après l'avoir servie, doutent aujourd'hui de son utilité — alors qu'aucune autre revue ne peut la remplacer — prouvent leur incapacité à supporter les difficultés et les aléas de la Liberté. Ils s'abandonnent eux aussi à cette facilité qui prépare toutes les déchéances, toutes les abdications, toutes les servitudes.



DE LA NUIT DE MAI AUX JOURS DE DECEMBRE

A la veille du referendum de septembre 1958, dans la « R.P. » de septembre, Louis Mercier écrivait :

« La C.F.T.C., Force Ouvrière et la F.E.N. sont dans leur grande majorité favorables à la négociation pour mettre fin à la guerre d'Algérie. Ces trois forces syndicales ont adopté des projets de réforme fiscale, d'assainissement des circuits de distribution, de contrôle ouvrier, de financement d'une politique de logement, de participation à la construction européenne. C'est-à-dire qu'il existe des réponses syndicales ouvrières aux questions essentielles du moment. L'abandon de l'initiative ouvrière laisse le champ libre aux distributeurs de panacées universelles et ouvre la porte à toutes les aventures. »

R. Guilleré précisait ainsi nos objectifs essentiels : *« Rien ne nous empêchera de poursuivre obstinément la défense des déshérités de tous les systèmes. Je dis bien : la défense. Je ne dis pas : le pouvoir ouvrier. Nous ne voulons pas le pouvoir. La révolution, c'est quand il n'y a plus de spécialistes du pouvoir. L'utopie est du côté de la révolution par le pouvoir. »*

« Le principal, ajoutait-il, c'est que, après comme avant le 28 septembre, les ouvriers se gardent toujours le droit de répondre à chaque question posée, non dans les textes, mais dans les faits, par oui ou non... ou le reste. »

Nous relevions, dans le même numéro des déclarations de M. Villiers, président de la Confédération Nationale du Patronat, que nous commentions en ces termes :

« Ce que désire M. Villiers, c'est une plus grande liberté de manœuvre, afin de consolider les profits à l'intérieur et pratiquer à l'extérieur une sorte de « dumping social ». L'allègement des charges fiscales, peut-être des manipulations monétaires... mais surtout la fin du plein emploi et la reconstitution de « l'armée de réserve des chômeurs »... Pendant cette période de transition, une petite équipe sur laquelle on puisse agir rapidement qui permette au patronat — que l'expansion continue ou que la récession s'aggrave — d'occuper des positions solides. »

Les mesures prises par le gouvernement en ces derniers jours de décembre 1958, pour établir, conditionner et appliquer la dévaluation du franc, peuvent-elles confirmer et justifier nos avertissements ? A-t-on aujourd'hui le droit de juger le processus engagé par le coup du 13 mai pour son aboutissement dans la conception comme dans le temps ?

Que l'on se résigne au prolongement de la guerre, ou que l'on envisage une transformation économique de l'Algérie, la politique engagée sera lourdement coûteuse, et il faut payer la note. *« Un budget qui subit une saignée d'un milliard par jour pour la guerre d'Algérie peut-il supporter les charges d'une politique de grandeur ? »*, lit-on dans l'éditorial de *La Suisse* du 27-12-58. Sur un total de 5.295 milliards prévus par la loi de finances de 1958, les dépenses militaires absorbaient 1.326 milliards. En fait, les dépenses de l'année ont dépassé de 236 milliards les prévisions budgétaires, dont un excédent de 119 milliards (soit plus de 50 %) pour la guerre.

Les prévisions de 1959 sur 6.189 milliards en accordent 1.576 aux dépenses militaires, soit 250 de plus que dans le budget de 1958.

On peut dire que c'est là « le préalable ». Un pays qui consacre le quart de son budget aux

dépenses de guerre doit subir une économie de guerre. C'est la suite logique du 13 mai. Ce n'est certes pas conforme à la volonté populaire : la grande majorité des électeurs ont voté pour de Gaulle, comme les électeurs américains avaient voté pour Eisenhower en 1952, c'est-à-dire pour l'homme qui peut faire la paix en Algérie, comme son collègue pouvait la faire en Corée.

Ce « préalable » ne résout cependant pas l'essentiel.

A la fin du troisième trimestre 1958, « le Patronat français » (supplément au bulletin 175 de la C.N.P.) précisait ainsi les causes profondes du déficit de la balance commerciale : *« Les interventions arbitraires de l'Etat faussent les marchés ; leur financement impose une fiscalité qui surcharge les prix, décourage les efforts, détourne l'épargne de s'investir. »*

Il réclamait : *« un allègement des charges imposées à la production, un retour à la vérité économique et une rupture avec les expédients et les compromis. »* (1). Il fallait profiter des cinq mois de délai pour rétablir l'équilibre commercial avant l'application du Marché commun...

On doit reconnaître que M. Pinay, dans le respect de ces directives, a prouvé une indéniable bonne volonté.

Aussi convient-il de sortir des brouillards artificiels qui voilent la réalité et surtout le mouvement des choses...

Le plus important, ce n'est pas la dévaluation du franc qui légalise un état de fait.

Le plus important, ce n'est pas la recherche de l'équilibre budgétaire. Déjà, il y a vingt-cinq ans, lors des combats autour de la déflation, des gens avertis prouvaient qu'en période de crise, les évaluations de recettes et de dépenses se posaient comme mesures de bois sur une eau courante. La rigueur du budget de 1959 se base sur un produit national constant. C'est dire sa fragilité (2).

Le plus important, ce n'est pas du tout le déficit de la balance commerciale. Le mot « déficit » a une vertu magique... qui jette le petit épicier dans les bras du gendarme providentiel. Le Conseil du Patronat français soulignait en août 1958 l'absurdité du système étatique qui, pour balancer exportations et importations, aboutit à alourdir le prix des importations afin de faciliter des exportations (il s'agit d'acheter rapidement et immédiatement à qui l'on peut vendre). Ces messieurs ont mesuré exactement les profits du libéralisme. Il faut par exemple « supprimer les réglementations qui sous couleur de protéger certaines catégories de travailleurs : personnel navigant, dockers, diminue considérablement leur rendement. Il faut supprimer « les obligations, imposées aux entreprises d'outre-mer vis-à-vis de leur personnel, incompatibles avec le degré d'évolu-

(1) Ces suggestions ne nous paraissent pas condamnables. La suppression des subventions, par exemple, est une mesure excellente. Il faut connaître le prix exact des marchandises et des services... refuser les cadeaux démagogiques de l'Etat ou du Patronat... et réclamer des salaires correspondants.

(2) Si les dépenses pour l'Algérie sont imprudentes dans leur plus grande part, il n'en est pas de même de beaucoup d'autres crédits qui alimentent l'activité économique. Alors qu'on craint la récession, alors que l'Etat contrôle 20 ou 30 % de la production nationale, la déflation budgétaire... c'est le coup de rame pour enfoncer l'homme à la mer.

tion économique, démographique et technique des territoires d'outre-mer. » (3).

C'est dans le même esprit que le patronat français pose le problème du prix de revient concurrentiel dans le marché commun. On s'efforce de prouver qu'en France les salaires et les charges sociales pèsent plus lourd qu'en Allemagne, par exemple. Or des économistes européens ont établi qu'en 1955 dans la sidérurgie (sur la base du taux de change officiel) la moyenne des salaires atteignait 295 francs en France contre 290 francs en Allemagne et 305 francs en Belgique ; que dans les industries manufacturières en octobre 1956 (en convertissant les monnaies au cours du marché libre) on obtenait (salaires et charges comprises) 251 francs en France contre 254 francs en Allemagne (4). Faut-il préciser en outre que les avantages des travailleurs français sont des conquêtes syndicales (et non des cadeaux du patronat ou de l'Etat) ; que, d'autre part, les salaires réels des ouvriers allemands sont en hausse constante depuis 1955.

Voilà les objectifs réels de la politique menée : redonner confiance aux épargnants français et aux capitalistes étrangers, maintenir l'expansion par l'augmentation des investissements et l'affaiblissement de la consommation intérieure, s'assurer des positions solides, en cas de récession probable, en bloquant les salaires, en supprimant le plein emploi, désarmer la classe ouvrière et les syndicats, en abolissant en fait la liberté des contractants dans la négociation des conventions collectives...

Libéralisme pour les profits, contrainte autoritaire pour les salaires... en un mot s'assurer contre les risques du progrès industriel.

(3) Cette critique du contrôle étatique est totalement justifiée. Quant à la lutte contre les interventions sociales de l'Etat, elle prouve que le patronat ne néglige pas ses intérêts propres. Aux ouvriers de s'instruire d'exemple.

(4) « L'Express » du 24-12-58.

Pour cela, il fallait un Etat fort qui puisse agir rapidement, hors de tout contrôle parlementaire, avant toute réaction de l'opinion publique et des syndicats. On dit qu'entre Chalandon, partisan de l'expansion, et Pinay, partisan de la rigueur, de Gaulle a choisi Pinay. N'est-ce pas au contraire Pinay, c'est-à-dire le patronat conservateur, qui a choisi de Gaulle en mai 1958 ?

La classe ouvrière comprendra-t-elle qu'elle n'a pas à attendre le « paternel », pas plus qu'à alimenter l'opposition de Sa Majesté présentée par Guy Mollet, pas plus qu'à favoriser une centralisation des révoltes sous la direction des hommes de Moscou. Il faut combattre et vaincre le patronat sur son propre terrain : dans l'entreprise. Il faut utiliser le marché commun et la libération des changes pour promouvoir une action ouvrière européenne et internationale.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Cet article a été composé avant que l'on connaisse toutes les mesures gouvernementales de fin décembre. Certaines — en particulier celles touchant la Sécurité sociale — ont le caractère de véritables provocations. Ce qu'on souhaite sans nul doute, c'est que les réactions ouvrières soient mal conçues, mal organisées, imprévoyantes...

La « R.P. », dès 1947, publiait sous le titre : « Un monstre bureaucratique », une étude de Chambelland sur la Sécurité sociale, à laquelle on ferait bon de se reporter. Nous payons aujourd'hui notre complaisance pour la centralisation étatique.

L'autre danger c'est de s'hypnotiser sur les prix, au lieu de se préoccuper des salaires. Précisons rapidement : sur le plan intérieur, la stabilisation des prix ne peut être obtenue que par la baisse des salaires réels, la baisse des prix serait le signe d'une grave crise. Sur le plan mondial, la baisse des prix des matières premières aggrave la misère des peuples sous-développés et les offres à Khrouchtchev !

AVEC 300 ABONNÉS DE PLUS...

La « R.P. » aurait un « planing » solide pour 1959.

Sauf événement toujours possible (et qui entre donc dans nos prévisions), nos « perspectives » seraient claires.

Sans eux, nous aurons du mal et — disons le mot — nous tirerons le diable par la queue. Donc, ces **300 abonnés** de plus, il nous les faut !

Que chacun de nous y pense seulement un peu et sans attendre ! Dans notre entourage, il y a sans doute un vieux camarade qui lisait la « R.P. »

Dès maintenant, chacun de nous se met à ce travail.

et qui a négligé de renouveler son abonnement ; un jeune qui s'intéresse aux idées et que la « R.P. » nourrirait ; un camarade actif qui connaît la « R.P. » mais qui ne trouve pas le temps de s'y abonner.

Alors, un concours d'abonnements ? Si vous voulez.

Une émulation qui, dans les trois mois, doit nous faire atteindre notre modeste objectif.

Qui, au bout de cette période, comptera à son actif le plus d'abonnés nouveaux ou récupérés ? Ici, nous tenons les comptes.

N'avons-nous que des lecteurs, ou bien groupons-nous des militants qui, dans les circonstances actuelles, ne se lassent pas de faire grossir le noyau ? Le délai a commencé à courir.

Nous parions pour l'avenir de la « R.P. ».

ANALYSE DE LA COUCHE SOCIALE « INGÉNIEURS ET CADRES »

Nous publions, avec l'autorisation de l'auteur, la première partie d'un rapport de notre camarade Paul Bernard, ingénieur des Recherches, sur l'équivoque formule « Ingénieurs et Cadres », sur les réalités sociales déformées par cette formule. Une deuxième partie consacrée aux succès de l'action communiste en ce domaine, paraîtra dans notre prochain numéro. Ce rapport a été présenté à la rencontre franco-italienne, organisée par les Amis de la Liberté, à Nice, en avril 1954. Il n'a rien perdu de son intérêt et il reste au centre d'un débat toujours actuel. — N.D.L.R.

« Ingénieurs et Cadres ». La formule, frappée du même bâton-à-physique que « Alsace-Lorraine » ou « diantrebleu », a fait florès depuis Vichy — et non par hasard — dans sa confusion. Impossible de rien dire de sérieux sur le sujet sans lever d'abord l'équivoque. L'analyse sociologique de cette couche montrera de surcroît que les problèmes qu'elle pose, en dépit de sa faible extension numérique, comptent parmi les plus décisifs. Définissons les termes pour commencer.

Un certain nombre d'écoles certifient que leurs anciens élèves ont reçu une formation leur permettant éventuellement de devenir ingénieurs. Il serait aussi peu sérieux de prétendre que, de ce fait ils le sont, que de baptiser « philosophes » les bacheliers de l'enseignement secondaire. La majorité d'entre eux n'exerce pas, ou plus cette profession : fonctionnaires, agents commerciaux, contremaitres, par vocation, intérêt ou simplement inaptitude. L'ingénieur proprement dit est *un technicien de la production utilisant dans cette fonction des connaissances scientifiques relativement étendues*. La nature ou l'importance de ces connaissances peut faire question, sans altérer le principe même de la définition. S'il y a continuité réelle dans la catégorie technicienne, du régleur au chef de recherches industrielles, et le point est important, on peut dire de l'ingénieur qu'il en assume les traits distinctifs de façon typique. La zone de passage n'apporte qu'une incertitude sur le nombre des ingénieurs : quinze à vingt mille peut-être.

Même gradation dans la catégorie des cadres : une organisation acceptera comme tels des chefs d'équipe, une autre n'ouvrira ses portes qu'aux dirigeants d'entreprises de bonne importance. Les uns et les autres répondent certes à la définition d'*hommes exerçant un commandement et réalisant une coordination, par délégation d'une autorité supérieure* (pouvant être collective) qui les a choisis.

Mais le langage commun distingue souvent de la maîtrise les Cadres supérieurs (en omettant parfois l'épithète par bienséance) ; la structure pyramidale de la hiérarchie de commandement, la part d'exécution purement matérielle, l'ampleur des responsabilités, fournissent des critères pratiquement suffisants pour dégager les caractéristiques de la couche supérieure, qui sera seule considérée ici comme représentative. Aucune notion de production n'intervenant cependant, on trouve des cadres dans tous les domaines d'activité, et c'est à bon droit que le terme est employé dans une acception politique par exemple. Même lorsque l'on précise « cadres de l'économie », une catégorie importante de hauts fonctionnaires est implicitement incluse. Le chiffre de cinquante mille cadres donnera seulement l'idée d'un ordre de grandeur.

Il appert d'ailleurs que, situées sur des plans différents, les deux définitions ci-dessus n'excluent nullement le double classement. La plupart des ingénieurs exercent des fonctions de commandement. Un grand nombre de cadres ont reçu la même formation scolaire qu'eux, et se prévalent du diplôme. Il fut même un temps où celui-ci était exigé pour la plupart des fonctions dirigeantes, une certaine culture mathématique paraissant garantir la faculté d'abstraction requise. L'analyse qui suit montrera cependant qu'il y a opposition logique entre les caractéristiques des deux catégories : ce qui signifie pour notre objet final que, suivant les hasards qui amènent l'affleurement de l'une ou l'autre

des composantes contradictoires d'un même individu, en face des problèmes politiques ou sociaux, il pourra réagir d'une façon ou d'autre.

Il faut enfin signaler que, pour des raisons diverses parmi lesquelles le souci de gonfler les effectifs n'est ni le seul ni le moindre, les organisations d'*Ingénieurs et Cadres* admettent de très larges et nombreuses catégories ne répondant au vrai ni à l'une ni à l'autre définition. Les voyageurs, représentants et placiers en raison de leur liberté de déplacement, les personnes qui composent l'état-major immédiat des directions, ou d'autres, dont les compétences spécialisées ne s'appliquent pas à la production (et parmi lesquelles il est indispensable de citer les intermédiaires des diverses formes de la corruption), gravitent dans l'orbite ou brillent au centre de ces organisations. On verra bientôt que ce n'est pas sans raison profonde.

Orientation du comportement de l'Ingénieur. — Il est à peine besoin de préciser que, surtout dans une couche sociale relativement peu nombreuse, la fluctuation du comportement individuel à l'égard de la *moyenne* conditionnée par la profession, est très notable. Il n'en reste pas moins que cette moyenne conditionnée est une des réalités sociales fondamentales. Le travail absorbe la quasi-totalité de la vie consciente, il réagit sur l'individu, même dans la mesure où le choix de la profession n'a pas été partiellement provoqué par l'existence d'un complexe personnel pré-adapté. Nous trouverons donc dans l'ingénieur moyen des constantes qui sont celles du technicien, en gros, accentuées par une fréquentation plus quotidienne de la science en devenir — on pourrait presque dire en révolution permanente.

Essentiellement, le technicien est l'homme du concret, du réel expérimental, l'homme qui est jugé par les faits. La machine tourne, ou elle ne tourne pas ; il n'est pas besoin d'être spécialiste pour le voir, en général. Cette caractéristique différencie radicalement l'ingénieur de l'homme de science « pure ».

Le technicien est l'homme de la mesure et du nombre, c'est-à-dire, non pas de l'absolu, mais bien au contraire du relatif et de l'approximatif ; il a le sens de l'*ordre de grandeur*. On plaisante souvent la « règle à calcul » ; n'oublions pas qu'elle ne fournit pas la position de la virgule, son utilisateur sait à priori où elle se place.

Sur la base d'une culture scientifique plus ou moins générale, l'ingénieur se construit une compétence technique progressivement spécialisée, d'autant plus étroite qu'elle est plus aiguë. Cela est fondamental quant aux implications sociales : en tant que cadre, il est imbriqué dans une hiérarchie pyramidale, mais en tant que spécialiste, il est fondamentalement *autre* que l'homme de la spécialisation voisine ; non point inférieur ou supérieur, autre. Et il en a la connaissance précise, il fait confiance à son homologue, sans se juger diminué, ni accepter de trancher de tout. Il a beaucoup plus le sentiment de la spécificité des hommes que de leur égalité ; il ne peut que nier leur identité.

Le vocable « juste » est pour lui associé à l'idée de *justesse* et non de *justice*. Notion qu'il remplacerait volontiers par celle d'*efficacité*.

« Cela a toujours été comme cela ». L'homme de la rue conclut : « donc, cela sera toujours ». L'ingénieur : « comment allons-nous le changer,

l'améliorer ». Il croit en la perfectibilité indéfinie de l'objet.

Cela ne se transposera pas obligatoirement sur le plan social. D'une part, il demande à voir, expérimentalement. Et d'autre part, dans les bouleversements révolutionnaires, il a un risque à prendre qui est particulièrement lourd : la possession de son métier, qui représente pour lui d'immenses et continus sacrifices.

Orientation du Coordinateur. — Le Cadre à l'état pur est un personnage encore plus théorique que l'Ingénieur du paragraphe précédent. Celui que l'on rencontre dans la réalité ne comporte sans doute que quelques-unes des caractéristiques que je vais énumérer : mais elles appartiennent toutes à son état, et sont cohérentes entre elles. On apercevra qu'elles constituent une sorte de négatif de celles de l'ingénieur.

L'encadrement n'est pas chose nouvelle. Les militaires ont expérimenté, il y a beau temps, que le commandement ne peut guère s'exercer sur plus de cinq subordonnés immédiats : d'où une structure en échelons, qui se multiplient au fur et à mesure que croissent les masses humaines intégrées à un même processus. Nécessité technique inéluctable ; le danger des temps modernes, mortel, est son accession à la dignité d'un principe universel. Il faut y regarder de plus près.

Une société primitive est un ensemble totalement ordonné, à hiérarchie unique. L'extrême division des tâches fait naître une structure beaucoup plus complexe, chaque domaine ayant, hétérogène aux autres, sa hiérarchie propre, fondée tout autant sur la compétence technique que sur l'aptitude au commandement. A la sortie de l'usine, l'ouvrier, devenu capitaine de l'équipe sportive, retrouve le contre-maître sous ses ordres.

La division atteint cependant un point crucial : elle sépare le commandement de la compétence spécialisée. Historiquement, sans doute avec l'apparition du commissaire politique aux côtés de l'officier de l'Armée Rouge. Le développement de la couche des manœuvres (que l'on « spécialise » en deux ou trois semaines) accélère ce processus. Idéalement, l'homme est réduit à son unité zoologique, les hommes ne sont plus *égaux*, ils sont *identiques*. Le commandement est une chose en soi, et l'aptitude à l'exercer est indépendante du domaine. A la limite logique, et totalitaire, l'univers est totalement ordonné en une hiérarchie unique, dont l'extrême pointe est le chef, pontife, maréchalissime, maître de toutes les sciences. La société est « encadrée ».

En même temps d'ailleurs, la spécialisation de plus en plus poussée des techniciens faisait porter l'accent sur la fonction de *coordination*, qui complétait celle de commandement. On créait cette admirable formule « spécialiste des généralités » — voile transparent de l'ignorance élevée à la hauteur d'une foi. Et il est évident que, pour maîtriser les grands ensembles, une méthode commode est d'abstraire les détails, de repousser le concret et l'individuel, de réduire les hommes et les faits à des cases inter-substituables, à des schémas.

Cela s'oppose-t-il à la psychologie exigible dans le commandement ? Non certes, lorsque cette psychologie est conçue comme la science de l'homme en général ; oui si elle présuppose la compréhension des réactions de chaque individu isolément. Mais là, le contrôle objectif manque le plus souvent, et lorsqu'il se présente, il vérifie rarement les prétentions.

C'est que le mot, ici, remplace trop souvent le fait. On en arrive à créer une technique très particulière de subversion du langage, utilisant le contenu affectif des termes du vocabulaire pour en dévier le sens, et le plus souvent le retourner. On touche ici au fondement même de la distinction que j'ai cru nécessaire de faire : car le terme *Ingénieur* implique (à juste titre) l'idée d'une prospérité accrue, et sa déviation est à la base d'expressions comme « ingénieurs des âmes », « gouvernement de techniciens » (qui diantre y a vu jamais un seul technicien de production), « technocratie », et finalement la substitution, le transfert par « Ingénieurs et Cadres » vers « Cadres » tout court.

Revenons au schéma du coordinateur. Il ne constitue pas une analyse *à partir* du réel. Le point de départ est la vue d'ensemble, théorique. Le schéma est parfait. Reste à le réaliser : mais alors la perfection sera atteinte. D'ailleurs, si elle ne l'est pas, c'est l'imperfection seule des instruments (on dit d'ailleurs leur « trahison ») qui en est cause. Sinon, c'est la théorie qui s'effondre — et le pouvoir du coordinateur, fondé sur la possession qu'il a d'une théorie lui permettant d'ordonner le réel sans s'attarder à le connaître, avec.

Le tableau aboutit à un phénomène social qui a pris, dans l'histoire de ces quarante dernières années, plusieurs noms, plusieurs masques. Ce qui est important, c'est qu'il est impliqué (est-ce nécessairement, ce n'est pas le moment d'en discuter) par une orientation technologique de la production, juxtaposant une poussière de techniciens hautement spécialisés et qui *doivent* être coordonnés, à une masse presque indifférenciée (sur le terrain de la production) de manœuvres. Une orientation que j'ai caractérisée ailleurs comme ajoutant, à la sécée par le XIX^e siècle, la tragique séparation de la main et de la tête : non plus *l'aliénation* du travailleur, son anéantissement en tant que personne paration de l'outil et de la force de travail réali-pour les uns, son atomisation pour les autres.

Réactions sociales communes. — Et pourtant, paradoxalement (mais on sait bien que les distinctions logiques ne représentent pas une séparation dans les objets), un certain nombre de réactions sont communes aux deux catégories envisagées, dans la production tout au moins, en ce temps et en ce pays.

Communauté d'origine : de petite bourgeoisie le plus souvent. Communauté d'intérêts en fonction d'une situation juridique parente, encore qu'il y aurait souvent beaucoup à dire : mieux vaudrait exprimer cela comme une communauté de la conception la plus courante des intérêts. Communauté du niveau de vie, peut-être insatisfaisant dans une certaine mesure, mais décent. Communauté d'une formation culturelle de base (sinon d'un entretien de cette culture) dans le cas moyen. Relations personnelles nouées dans la production se prolongeant souvent à l'extérieur en raison du même niveau de vie ; et, ce qui va être de conséquence dans la suite, sentiment de former, dans l'entreprise, un corps permanent solidaire de cette entreprise — ce qui est parfois mystifié en une solidarité avec l'entrepreneur, mais pas obligatoirement.

On remarquera que la plupart de ces points sont particuliers aux cadres de l'économie, et même ne s'appliquent que dans certains cas aux commerciaux. Qu'une *contamination* par les ingénieurs agit dans un certain sens. Les cadres administratifs ou politiques manifesteront plus purement les caractéristiques — limites des coordinateurs, telles qu'elles ont été décrites ; avec eux, les plus hauts dirigeants des entreprises — et souvent les entrepreneurs, que l'on a vu réagir plus comme hauts cadres que comme capitalistes ; ce qu'ils ne sont d'ailleurs dans ces cas que de façon subsidiaire ou symbolique.

Paul BERNARD.

La brochure de Roger HAGNAUER

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTRE D'AMIENS

Préface de Pierre MONATTE

est épuisée

L'UNION DES SYNDICALISTES

la réédite

Passez vos commandes dès maintenant :
1.000 francs le colis franco de 12 exemplaires
100 francs l'exemplaire,

à Robert MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris (20^e).
C.C.P. Paris 7473-08.

LE MESSAGE DE BORIS PASTERNAK

Le chef-d'œuvre du plus grand poète russe vivant ne put paraître dans sa patrie puisqu'à chaque page, dans chaque phrase même, il contredit le totalitarisme dont elle est envahie. Le livre ressemble en cela à son héros auquel le bourgeois jouisseur Komarovski, qui trempe dans des entreprises politiques louches, reproche en ces termes sa probité : « Il y a un certain style communiste. Rares sont ceux qui se conforment à ce canon. Mais personne ne contredit de façon plus évidente cette manière de vivre et de penser que vous, louri Andréïévitch. Je ne comprends pas à quoi vous sert de jouer avec le feu. »

L'auteur estima qu'il n'avait pas le droit de sacrifier à sa sécurité personnelle le texte qu'il considère comme la plus importante de toutes ses œuvres poétiques et en même temps comme le témoignage qu'il est de son devoir d'apporter, surtout à l'intention de la nouvelle génération, sur l'époque qu'il a vécue. « A présent, déclara-t-il plus tard dans son entretien avec le journaliste allemand Gerd Ruge, on sent croître quelque chose d'autre, quelque chose de neuf. Ça croît comme un fruit, ça croît dans les enfants. L'essence de cette époque consiste en ce qu'une nouvelle liberté est en gestation (1). » Il décida par conséquent de confier la publication de son roman à une maison d'éditions étrangère et d'encourir le risque que cela comporte. Précédent publiquement évoqué le 19 octobre 1957 à Milan par le président de l'association (officielle) des hommes de lettres soviétiques (qui s'efforçait d'empêcher la sortie du livre) : l'écrivain Boris Pilniak paya de sa vie d'avoir fait paraître en 1931, son *Bois des liès* à l'étranger.

Or, tuer Boris Pasternak à l'heure qu'il est serait une entreprise dangereuse. Cette affirmation risque, certes, de paraître paradoxale. De prime abord, on imagine difficilement comment l'assassinat du poète pourrait mettre en péril les hommes au pouvoir, ceux-là mêmes qui n'hésitèrent pas à étrangler de leurs propres mains le chef tout-puissant de la police et, qui plus est, à le faire juger et condamner à mort plusieurs mois après ce meurtre. Mais aucune analogie ne nous aidera à comprendre le cas Pasternak. Il est unique parce que la place qu'occupe cet homme dans son pays est unique.

L'AUTEUR

Pour situer Boris Pasternak dans la littérature russe contemporaine, il ne suffit pas de dire qu'il est le plus grand des écrivains vivants. On doit prendre également en considération le rayonnement sans égal de sa poésie, laquelle pourtant n'est pas, tant s'en faut, d'un abord facile. Il n'est que de rappeler à ce propos l'extraordinaire effet produit, avant la lettre si l'on peut dire, par un de ses premiers ouvrages : « En 1917, dit un historien de la littérature russe, il écrivit cette admirable série de poèmes lyriques qui constitue le livre *Ma sœur la vie*. Celui-ci ne fut pas aussitôt publié, mais il circulait en manuscrit, et Pasternak devint peu à peu le maître et modèle universellement reconnus. Des écrits imitant son style commencèrent à être imprimés avant même la parution de son livre, et très rares furent les poètes qui échappèrent à son influence. Non seulement des futuristes comme Asseev, mais encore des poètes appartenant à des écoles très différentes, tels Mandelstam et Tsvetaeva, en subirent l'emprise et, même, les derniers vers de Brioussov constituent une imitation consciencieusement soi-

gnée de Pasternak. Le livre ne fut publié qu'en 1922 (2). » Au moment d'écrire *Ma sœur la vie*, Pasternak, qui est né le 10 février 1890, avait moins de trente ans. Aujourd'hui, son œuvre sert, non pas certes à la critique en service commandé, mais bien au public littéraire et aux artistes eux-mêmes, de critère de valeur pour toute création poétique.

De plus même, l'influence de Pasternak ne se limite pas aux belles lettres. Personne ne comprend par quel miracle il échappa à la rage meurtrière de la Grande Purge des années trente. Toujours est-il que, lorsque la littérature fut intégrée de force dans le dispositif de propagande officielle, il fut parmi les rares écrivains qui préférèrent, plutôt que de dégrader la poésie, se voir réduits au silence. Après son recueil de poèmes *La seconde naissance*, sorti en 1932, Pasternak ne publia pratiquement aucun ouvrage nouveau, à l'exception de traductions, pendant une dizaine d'années. Ce n'est qu'en 1943 qu'il fit paraître, sous le titre *Sur les trains du matin*, onze poèmes datant de 1936 et quinze autres, écrits en 1941, dont certains s'inspiraient de la guerre. Deux ans plus tard sortit *L'espace terrestre* où se trouvaient réunis de nouveaux poèmes consacrés à la guerre et un choix du recueil précédent. L'année suivante, le régime, représenté en l'occurrence par Andreï Jdanov, rétablit à l'intention des belles lettres, les contraintes qui s'étaient quelque peu desserrées pendant la périlleuse période des hostilités. La voix de Pasternak se tut à nouveau. Cependant, on aurait sans doute tort d'attribuer l'interruption passagère de son mutisme tout simplement au relâchement de la censure. Celle-ci, au demeurant, ne lui laissa qu'une marge bien étroite ; ainsi, au début de l'hiver 1944, au cours d'un entretien avec le poète Abraham Soutskever, Pasternak révéla en présence de la rédactrice d'une revue littéraire soviétique qu'il était défendu à cette dernière de publier ses poèmes (3).

S'il tint à faire entendre sa voix malgré tout, ce fut en premier lieu parce que les événements de l'époque, et surtout l'esprit qu'ils firent naître dans les hommes, devaient déterminer l'avenir de façon décisive. Un des personnages du *Docteur Jivago* compare cette guerre, malgré ses horreurs, à « une tempête purificatrice, une bouffée d'air pur, un vent de délivrance ». Elle a été un bien, dit-il « auprès de la domination inhumaine de l'imaginaire ; elle nous a apporté un soulagement parce qu'elle limitait le pouvoir magique de la lettre morte. » Et un autre, un ancien concentrationnaire, d'ajouter : « Les malheurs ont trempé les caractères ; ils ont donné à la nouvelle génération son endurance, son héroïsme, l'ardeur qu'elle manifeste pour tout ce qui est grand, téméraire, prodigieux, toutes ces vertus fantastiques, stupéfiantes, qui en sont la fleur. » En rompant à un tel moment son silence, sans trop se soucier des brimades mesquines, Pasternak a voulu à tout prix prendre part à cette renaissance douloureuse de l'âme du peuple.

Le principe directeur de sa conduite est ainsi apparu avec une clarté aveuglante : Boris Pasternak est un poète profondément solidaire de son peuple dans toutes ses vicissitudes. D'où son immense influence spirituelle, surtout sur les jeunes, qui s'exerce bien au-delà des cercles littéraires. Depuis des années, chaque poème nouveau de Pasternak est lu par un public très vaste sans être jamais imprimé ; à travers tout le pays, des milliers de volontaires s'ap-

(2) D.S. Mirsky : *Contemporary Russian Literature*, George Routledge, Londres 1926, p. 275.

(3) Cf. Léon Leneman : « La tragédie de Pasternak », *L'arche*, novembre 1958.

(1) « Begegnung mit dem anderen Russland », *Die Zeit*, 16 janvier 1958.

pliquent à copier à la main, en plusieurs exemplaires, tout ce qui sort de sa plume et à en assurer la diffusion dans leur entourage. On affirme même que ce poète interdit est le plus lu de tous les écrivains soviétiques.

L'AFFAIRE

En tuant l'auteur du *Docteur Jivago*, les hommes au pouvoir ne pourraient qu'augmenter son autorité morale et le rayonnement de ses idées. Pour le détruire, il faut le déconsidérer ; il faut l'amener à se mettre à genoux. Et, avec cette recherche dans la cruauté qui les caractérise, ils ont su prendre pour point de mire le trait de caractère qui le rend vulnérable : son extraordinaire attachement à la Russie, l'impossibilité pour lui de s'imaginer une vie dans un autre milieu. Il n'a pas été difficile aux policiers conscients de détecter cette « faiblesse » du poète. D'après les témoignages recueillis par Léon Leneman, il écrivit, il y a plus de trente ans, ces phrases à son père émigré : « **Je suis un écrivain russe, et exclusivement russe. Tel je resterai et jamais, jamais je ne serai émigrant. Le peuple russe, je ne le quitterai jamais.** » Et dans son récent *Essai d'autobiographie* (Gallimard, Paris 1958), il évoque le douloureux dilemme dans lequel l'enferma en 1953 la rencontre à Paris avec son amie de longue date, la poétesse Marina Tsvetaeva qui devait mettre fin à ses jours en 1941, deux ans après son retour de l'émigration : « **L'été de 1935, alors que j'étais comme une âme en peine et que des insomnies qui duraient depuis près d'un an me mettaient au bord de la maladie mentale, je me retrouvai à Paris pour assister au congrès antifasciste... Les membres de la famille de Tsvetaeva insistaient pour qu'elle retournât en Russie. Tsvetaeva me demanda à plusieurs reprises ce que j'en pensais. Je n'avais pas d'opinion arrêtée sur le sujet. Je ne savais que lui conseiller et redoutais fort pour elle et pour sa remarquable famille que la vie en Russie ne fût difficile et inquiète. La tragédie commune de la famille dépassa infiniment mes craintes.** »

Mais en plus de cet attachement sentimental déjà ancien, Boris Pasternak est à présent enraciné à la vie et à la mort dans son pays du fait même de l'importance dévolue à son œuvre et à sa pensée dans la gestation d'une liberté nouvelle. L'exil lui est plus interdit que jamais. Non seulement il a besoin, comme par le passé, de son peuple, mais encore celui-ci a aujourd'hui besoin de lui.

Dans ce contexte, on peut mesurer la perfidie dont ont fait preuve les maîtres du pays en menaçant Boris Pasternak, non pas de le tuer, non pas de le jeter en prison ou dans un camp de concentration, mais de l'expulser de sa Russie. Et c'est dans ce contexte également qu'on doit situer sa réaction pour la comprendre. Elle fut, certes, fort décevante pour quiconque attendait de lui une réplique hautaine et tranchante à la basse manœuvre des gouvernants (et nous fûmes nombreux à nourrir cet espoir). Mais l'essentiel n'est pas là, dans cette affaire. La seule question qui compte est de savoir si, en renonçant au prix Nobel et en suppliant Khrouchtchev de ne pas le chasser de l'U.R.S.S., Boris Pasternak s'est déconsidéré aux yeux des opprimés de son pays. A ce propos, il importe de noter qu'en se déclarant désarmé devant les puissants il ne fit que partager, une fois de plus, l'humiliation que subit tout son peuple. Il tint du reste à préciser ses mobiles : « **En parlant des liens qui m'attachent à la Russie, dit-il dans sa lettre à la Pravda, j'entends non seulement ma parenté avec la terre et la nature russes, mais aussi avec le peuple, le passé, le présent et l'avenir de mon pays.** » Fait encore plus important, dans ses lettres à Khrouchtchev et à la *Pravda*, il n'y a pas un mot d'éloge du régime établi. Bref, ce n'est pas ce qu'on entend par « auto-critique », là-bas.

LE LIVRE

Ces circonstances dramatiques incitèrent d'aucuns à considérer *a priori* le livre de Pasternak comme un produit du « réalisme socialiste » à rebours, où polémistes, hommes politiques ou orateurs pourraient puiser leur argument massue contre les communistes. Mais *Le docteur Jivago* ne ressemble en rien à un pamphlet. Sa parution est, certes, un grand événement politique, surtout dans l'exception primitive du mot « politique ». Mais elle constitue un événement tout aussi important dans la vie des lettres : nous avons affaire à une œuvre qui, plutôt que de transposer simplement dans la prose les trouvailles du lyrique d'avant-garde, ou de prolonger la tradition du roman du siècle dernier, renouvelle à fond le genre épique.

Au premier abord, il est assez curieux que cette renaissance de l'épopée soit due à un poète dont l'œuvre antérieure est foncièrement lyrique. Il est vrai que dans un passage portant une forte marque d'« autostylisation » à peine camouflée par l'ironie, il est dit de Jivago : « **Depuis qu'il était au lycée, il rêvait d'une œuvre en prose, d'un livre de « biographie » où, dissimulées comme des charges explosives, pourraient entrer les images et les pensées qui lui avaient fait la plus grande impression. Mais il était encore trop jeune pour faire ce livre, aussi se contentait-il d'écrire des vers, comme un peintre qui passerait sa vie à faire des études pour un grand tableau.** » En fait, Pasternak fut depuis toujours tenté par la prose. Les incursions qu'il faisait dans ce domaine pendant les années vingt furent même considérées par un des protagonistes de l'école formaliste dans la théorie littéraire, Boris Eikhenbaum, comme l'unique conquête de la prose russe depuis Tolstoï. Mais c'est à juste titre que, dans une magistrale étude qui constitue toujours, plus de vingt ans après sa parution, l'analyse la plus lucide de la prose de Boris Pasternak, Roman Jakobson diagnostiqua ses récits et nouvelles comme un cas typique de prose composée par un lyrique (4).

Cependant, en examinant de plus près l'apport du *Docteur Jivago* à l'évolution de la littérature épique, on s'étonnerait combien son originalité participe de l'expérience lyrique de l'auteur. Renouant avec des traditions qui remontent jusqu'aux origines de ce genre poétique et parachevant une tendance qui commençait à se dessiner déjà chez Tolstoï, Pasternak élimine de la prose le principe qui confèrerait dans le roman du XIX^e siècle la place prédominante au sujet : la présentation dramatique de celui-ci, avec tout ce qu'elle comporte (tensions, péripéties, gradation de la tension, etc.). Or, parmi les moyens permettant à l'auteur de développer son sujet de façon linéaire, typiquement épique — et ce dans un épos racontant les vies déchirées par les guerres, les révolutions, la terreur et le mensonge institutionnalisés — un rôle important échoit aux procédés qu'il avait élaborés dans sa poésie lyrique. Il faut mentionner en premier lieu la valeur esthétique de la langue de son roman, qui assure à cette dernière une fonction autonome dans l'ensemble de l'ouvrage. Grâce à cette valeur de la langue, les descriptions et les réflexions sont souvent de véritables poèmes en prose ; du moyen de retardement qu'elles étaient dans le contexte dramatique du roman désormais conventionnel, elles deviennent un élément appelant autant l'attention que la narration des événements elle-même.

Les principes sémantiques directeurs de la langue de Pasternak, relevés dans l'étude de Roman Jakobson : la décomposition de l'objet ou processus en ces parties ou aspects, l'interpénétration des choses, les transferts du sens des mots dans le contexte sé-

(4) « *Randbemerkungen zur Prosa des Dichters Pasternak* », *Slavische Rundschau*, VII, 1935, pp. 357-374.

manique (phrase), l'association par contiguïté (à la différence de l'association par similarité ou par contraste qu'est la métaphore), ces principes déterminent également la construction thématique, l'enchaînement des motifs. Il est vrai que la constatation de Jakobson, relative à la prose de Pasternak des années vingt, que l'action y est remplacée par la topographie, n'est pas entièrement applicable au **Docteur Jivago** où les destinées ne sont plus intégrées dans le monde intime du poète, mais bien les événements historiques. Mais la ténacité subsiste à juxtaposer récit de l'action, description de l'environnement où elle se déroule (et des changements qu'il subit avec son déroulement), impressions et méditations qui en surgissent à l'esprit du héros, des témoins ou du narrateur lui-même.

Les mêmes procédés linguistiques déterminent le caractère des personnages du roman. Le héros dont l'action est présentée en partie seulement par la narration proprement dite, et pour le reste à travers ses méditations et les descriptions de la scène changeante, apparaît comme un être essentiellement passif, réceptif et contemplatif. Le personnage se réduit presque entièrement à la conscience. Celle-ci, d'ailleurs, est toujours conçue, chez Pasternak, dans son sens épistémologique en même temps que moral : « **Le principal malheur, la source du mal à venir, dit Lara, fut la perte de la foi en l'opinion personnelle. On imagine que le temps où l'on suivait les inspirations du sens moral était révolu...** » Et, envisagé comme une conscience, le personnage entre dans la construction thématique du roman non pas en tant qu'entité psychologique, mais bien comme une destinée.

La psychologie n'est pas totalement absente, mais c'est probablement l'aspect auquel le poète s'intéresse le moins dans ses héros. Elle joue un certain rôle dans ce qu'on pourrait appeler les épisodes préliminaires, tel le récit de la transformation de la douce et vertueuse collégienne en maîtresse de Komarovski. Mais on chercherait en vain les considérations d'ordre psychologique dans la narration de l'amour de Iouri Andréievitch et de Lara. Les motifs psychologiques qui surgissent dans ce Cantique des Cantiques du **Docteur Jivago** ne servent pas à expliquer l'amour, mais bien à en révéler la profondeur : « **On rencontre parfois en ce monde un sentiment grand et fort. Il s'y mêle toujours de la pitié. Plus nous aimons et plus nous voyons une victime dans l'objet de notre adoration. La compassion que certains hommes éprouvent pour une femme dépasse toutes les bornes de l'imagination. Leur sensibilité crée autour d'elle des situations irréelles, purement imaginaires. Ils sont jaloux de l'air qui l'entoure, des lois de la nature, des milliers d'années qui se sont écoulées avant elle.** » Aussi bien, ce n'est pas dans les souffrances ou dans les tragédies intimes des personnages mais dans les destinées représentées par ceux-ci que s'affrontent les deux éléments constitutifs du sujet : les aventures des héros et la chronique des événements historiques. Dans la destinée, l'homme privé et l'histoire s'entrecroisent.

L'effacement de la psychologie dans la présentation des héros du **Docteur Jivago** a pour contrepartie une chronique s'appesantissant sur des épisodes auxquels les historiens passent d'habitude outre ; les hommes au pouvoir, leurs décisions, les intrigues qu'ils ourdissent, etc., n'ont pas de place dans ce livre. La conception préconisée dans **La guerre et la paix** se trouve réalisée dans **Le docteur Jivago**. C'est au contact des événements historiques que les vicissitudes des héros prennent leur plein sens : « **Plus encore que leur communauté d'âme, est-il dit de l'amour de Lara et Jivago, l'abîme qui les séparait du reste du monde les unissait.** » Et vice versa : les événements ne livrent leur vrai caractère qu'au contact de la vie intime des personnages.

Étant donnée cette oscillation du sujet entre l'intrigue et la chronique et, d'autre part, l'importance sémantique conférée à la langue, la structuration d'ensemble repose autant sur le plan linguistique du roman que sur son plan thématique : la méditation. Nicola Chiaromonte n'a pas tort en caractérisant **Le Docteur Jivago** comme « **une méditation sur l'histoire, ou plutôt sur l'incommensurable écart qui sépare une conscience humaine des violences de l'histoire** (5). » Mais ce n'est pas là la vérité entière. Pour expliquer l'omniprésence et la polyphonie de cette méditation, il importe d'insister sur le fait qu'elle est virtuellement présente dans toute la structuration du roman et dans chacune de ces composantes, ou lieu de se cantonner dans le sujet sous forme de réflexions formulées *expressis verbis*. Nous avons mentionné par exemple le héros passif en tant qu'élément inhérent à toute la structure poétique de Pasternak, étroitement lié aux principes sémantiques de cette dernière et à sa méthode d'enchaînement des motifs. Or le héros passif constitue en même temps une partie intégrante de la philosophie de l'ouvrage. On peut rappeler aussi, dans cet ordre d'idées, les procédés caractéristiques de la langue de Pasternak, la séparation des choses, les transferts du sens que subissent les mots à l'intérieur de la phrase, les images basées sur la contiguïté des phénomènes : une langue ainsi organisée comporte déjà, implicitement, un fort élément de réflexion.

LE MESSAGE

La méditation qui imprègne **Le Docteur Jivago** ne peut pas se borner, cela ressort de tout ce qui précède, à des thèmes politiques. Elle touche inévitablement à tout ce que l'homme rencontre dans la vie. On peut toutefois y discerner certains fils conducteurs, des idées-force qui s'imposent à travers les thèmes les plus divers. Ainsi une réflexion sur ce que le christianisme apporte à un athée — mise dans la bouche d'un personnage présenté comme « **un homme libre, qui n'avait pas la moindre prévention contre ce qui ne lui était pas habituel** » — suggère-t-elle dès le premier chapitre une conception identifiant la culture humaine à la continuité d'effort : rejeter une idée ou une institution n'équivaut pas à l'effacer purement et simplement, il faut la dépasser en sauvegardant et en développant ce qu'elle contient de neuf. Les limites entre l'héritage du passé et la création des valeurs nouvelles s'estompent. La création ne peut pas partir du néant, et les mêmes efforts sont nécessaires pour s'approprier la tradition que pour créer. C'est là une conception que l'on trouve déjà dans les écrits antérieurs de l'auteur, par exemple dans le **Sauf-conduit** où il dit en parlant de sa jeunesse : « **Cependant, la culture ne se précipite pas dans les bras du premier venu. Tout ce qui fut dit avait dû être conquis de haute lutte. La conception selon laquelle l'amour est un duel s'applique aussi à ce cas. La venue de l'art à l'adolescent ne pouvait se réaliser qu'en résultat d'un désir militant, vécu avec la pleine excitation comme un événement personnel.** »

Cette conception de la culture comme continuité d'effort revient dans le roman sous les formes les plus diverses. Par exemple, à propos de l'amour de Lara et de Jivago, lorsque l'héroïne, constatant que tout « **a été réduit en poussière par le bouleversement de la société et sa reconstruction** », déclare : « **Et nous sommes le dernier souvenir de tout ce qui a été infiniment grand, de tout ce qui s'est fait au monde pendant les millénaires...** », et que le narrateur, en décrivant la rencontre de Lara avec la dépouille mortelle de Jivago, fait cette réflexion : « **Jamais, même dans le bonheur le plus généreux, le plus fou, jamais ils n'avaient oublié leur plus**

(5) « **La voix de Pasternak** », *Prouves*, n° 85, janvier 1958.

haut, leur plus émouvant sentiment : le sentiment bienheureux qu'ils aidaient eux aussi à façonner la beauté du monde, qu'ils avaient un rapport profond avec l'ensemble, avec toute la beauté, avec l'univers entier. »

Si l'on veut découvrir l'acte nettement politique dans cette grande épopée, c'est dans cette philosophie qu'il faut le chercher. Non seulement elle appelle l'attention sur le fond barbare du principe « qui n'est pas avec nous est contre nous », si cher au pouvoir qui a la décision sur la vie ou la mort de Boris Pasternak entre ses mains : elle mène aussi le lecteur droit au problème-clé de cette nouvelle liberté de que le poète voit en gestation, au problème-clé de la révolution antitotalitaire. Celle-ci, en effet, loin de se ramener à quelque coup de force, consiste essentiellement dans le redressement des forces vivantes de la société réelle ou, au point de vue philosophique et moral, dans la reconquête des valeurs créées pendant les millénaires passés.

C'est sur ce fond que si situe un autre leitmotiv de la méditation dans *Le docteur Jivago* : l'apport du « héros passif » à l'histoire humaine. D'aucuns ont vite fait d'interpréter cette œuvre comme une apologie de l'« acceptation ». Par exemple, un romancier italien, Alberto Moravia, n'a pas hésité à écrire ce qui suit, au sujet du livre que son auteur risque de payer si cher : « *Jivago sait que le régime communiste ne changera pas et qu'il durera bien plus longtemps que sa propre existence à lui, Jivago... Ce qui fait souffrir Jivago n'est pas provisoire, mais permanent et définitif : d'où sa résignation et son acceptation, comme devant un fait naturel... La situation de Jivago est terrible mais saine. Il est terrible mais sain, en effet, que l'Histoire opprime l'homme, et que ce lui-ci cherche à lui résister et à sauver ce qui lui tient à cœur : les affections (6).* » Le malheur pour des « commentateurs » de cette espèce, c'est que dans le livre lui-même l'homme traqué par ce qu'ils appellent l'Histoire ne songe ni à s'accommoder de sa situation « terrible mais saine » ni à se réfugier dans les affections. Le vrai Jivago, celui de Pasternak, revient sans cesse, lors même que son existence est le plus menacée ou misérable, à ses activités créatrices, tantôt comme médecin, tantôt comme poète, tantôt comme penseur. Et c'est ce « héros passif » qui finit par triompher, non pas certes de l'Histoire, car Boris Pasternak entend tout autre chose par ce terme, mais bien de « cet égarement de la société » qu'est « la phrase... d'abord sous une forme monarchique, ensuite sous une forme révolutionnaire ». En effet, c'est en feuilletant le recueil des écrits de Jivago, quelque vingt ou vingt-cinq ans après sa mort, que Gordon et Goudorov sentent l'approche de la liberté :

« La victoire n'avait pas apporté la lumière et la délivrance qu'ils attendaient ; pourtant les signes avant-coureurs de la liberté flottaient dans l'air depuis la fin de la guerre, et ces années n'avaient pas d'autre contenu historique.

« Assis près de la fenêtre, les deux amis, vieillissants, avaient l'impression que cette liberté intérieure était venue, que l'avenir ce soir-là justement, s'était posé, palpable, dans les rues qui couraient à leurs pieds, qu'ils étaient entrés dans cet avenir et qu'ils s'y trouvaient désormais. Un sentiment de sécurité heureuse et attendrie pour cette sainte ville, pour toute la terre, pour les personnages de cette histoire qui avaient vécu jusqu'à cet instant et pour leurs enfants, les pénétrait et les baignait de la musique silencieuse du bonheur qui se répandait au loin autour d'eux. Et le livre qu'ils tenaient dans leurs mains paraissait savoir tout cela et apporter à leurs sentiments une confirmation et un soutien. »

C'est que le héros de Boris Pasternak, de même

d'ailleurs que le poète lui-même, voit l'histoire « à l'image de la vie du règne végétal ». Il est impossible de saisir la trace de la transformation que la forêt subit entre l'hiver et le printemps. « Nous ne la saisissons jamais immobile. Et c'est toujours immobile comme elle que nous saisissons l'histoire, la vie de la société, qui croît éternellement, qui se transforme éternellement, et dont on ne peut dépeindre les transformations. »
Paul BARTON.

P.-S. — Dans son dernier numéro, la « R.P. » a publié sur *Le docteur Jivago* un article de Maurice Lime, en précisant que l'opinion de l'auteur n'engage que lui. Malgré cette réserve — atténuée par la constatation que « cette remarque est vraie pour à peu près tout ce que nous publions dans cette revue » — il est déplorable de trouver une texte de ce genre dans la « R.P. ». Tout le monde peut apprécier comme il l'entend les idées de Pasternak et les qualités de son roman. Que l'auteur de l'article soit insensible à la poésie, au point de condamner un style comme « démodé » (et d'exiger donc des poètes qu'ils se conforment à la mode), est affaire personnelle. Cependant, on comprend mal que la « R.P. » serve de tribune à quelqu'un qui, pour n'avoir rien compris au message de Pasternak, ose lui attribuer « un social-christianisme que même... nos prêtres-ouvriers trouveraient bien fumeux ». Et c'est la première fois, s'il me souvient, qu'on admet dans la « R.P. » d'accuser de collusion avec la dictature un homme traqué de toutes parts pour l'avoir défié. — P. B.

N.D.L.R. — Il faudrait que Barton, ou quelqu'un d'autre, nous indiquât le critère qui nous permette d'accepter ou de refuser un article dans la « R.P. ». Et il faudrait aussi que nous acceptions ce critère. L'article de Lime a pu paraître à certains d'entre nous comme difficilement tolérable. Il était néanmoins l'expression d'une opinion libre et il a ou moins le mérite d'avoir provoqué la mise au point de Barton.

PROBLEMES

AU SYNDICAT LE POUVOIR (Péra). — Il serait bien que nous sachions ce que Péra entend par intégration de la classe ouvrière dans la République. A ce propos, le manifeste « Au syndicat le pouvoir » était aussi le titre d'une thèse de redressement syndicaliste. Le mot, peut-être malheureux, de « pouvoir » n'y était pas pris dans son sens politique. La valeur du « manifeste » était justement la mise en évidence de la nécessité de séparation des pouvoirs même dans une organisation ouvrière de la société pour viser au remplacement du pouvoir étatique par l'administration économique et sociale.

PROBLEMES CONCRETS. — Celui du contrôle ouvrier me paraît se poser avant celui de la gestion ouvrière. A la « R.P. » et à l'Union des syndicalistes, Mercier pose des problèmes concrets relatifs au mouvement ouvrier. Mais c'est Lamizet qui pose les problèmes plus concrets encore : celui de la gestion et des méthodes de gestion de notre propre propagande et de nos propres organismes. Le problème concret, pour nous, c'est celui de la capacité de départ et de mise en ordre de marche. Il est particulièrement judicieux d'avoir placé l'article de Lamizet en exergue de la dernière « R.P. » — Lamizet a posé les vrais premiers problèmes, à tous les autres de lui répondre sur le terrain pratique.

LA VERITE est reparue sous forme de revue. Gérard Bloch et la chronique des livres sociaux posent au niveau voulu les problèmes qui doivent se débattre entre planistes et anti-planistes. C'est dans une discussion à ce niveau que nous trouverons les maîtres-mots dont parlaient déjà les héros du Talon de fer. La tâche urgente est celle de la réorganisation d'une sorte de soviétisme de la recherche et de la confrontation parallèlement à la démarche pratique de reconstruction syndicale du M.S.U.D. et de la reconstitution des cercles d'études dans le sens amorcé par l'Union des syndicalistes.

Jean DUPERRAY.

(6) « Un adolescent aux cheveux gris », *Preuves*, n° 88, juin 1958.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

En sortant d'une réunion du Bâtiment

Je sors d'une bonne réunion du syndicat autonome du bâtiment parisien dont le secrétaire est notre ami Pierre Riguidel. Je m'y suis instruit, comme je l'ai dit au cours d'une brève intervention qu'on m'a prié de faire.

Dans l'assemblée, à côté de camarades français qui n'étaient pas tous de la dernière couvée, j'ai compté, pour un tiers environ, des militants espagnols, et pour un autre tiers, des jeunes Nord-Africains qui — ai-je besoin de le dire ? — étaient ici « à part entière » et que j'ai vu se diriger, les uns après les autres, vers la table où notre camarade Malfati mettait à jour les cartes syndicales.

C'est de l'intégration comme nous la comprenons. Nous appelons cela tout simplement de la fraternité ouvrière qui ne connaît ni races, ni nationalités et qui réalise un internationalisme pratique.

Je me suis instruit aussi en écoutant le rapport de Riguidel et la discussion qui l'a suivi, discussion au cours de laquelle intervint, en particulier, Marius Giraud qui fut, en son temps, secrétaire de la Fédération unitaire du bâtiment et qui anime aujourd'hui une coopérative ouvrière.

J'y ai retrouvé un programme revendicatif qui n'est certes pas nouveau, mais qui le paraît, tant les mœurs syndicales (mais non pas syndicalistes) l'ont pendant trop longtemps mis au rancart : défense des revendications des moins qualifiés par les plus qualifiés ; opposition à l'insupportable « hiérarchie » ; lutte contre le « tâcheronnat » nouvelle manière et contre les « heures » ; dénonciation d'une technocratie incompétente et vaniteuse ; mise au premier plan de la dignité du travailleur et de la sécurité dans le travail. Sur ce dernier point, savaiez-vous qu'il n'existait pas, sur les chantiers, de délégués à la sécurité ? Les camarades ont signalé des cas où les précautions même réglementaires sont négligées. J'ai entendu parler de tranchées de cinq mètres de profondeur (ou plus) dans lesquelles le boisage n'est pas fait. Les accidents se multiplient.

Bien des questions furent soulevées dans cette réunion dont certaines mériteraient une ample discussion. Par exemple, les ouvriers doivent-ils — ou ne doivent-ils pas — participer au financement de l'assurance-chômage ? Autre exemple : la méthode du « préfabriqué » est-elle à condamner ou, au moins les excès auxquels elle a donné lieu ? Le problème de l'isolement thermique a été posé par Marius Giraud. Est-il vrai que — selon ses propres paroles — « si l'on abat des taudis, c'est pour en reconstruire d'autres », c'est-à-dire pour bâtir des maisons qui seront des taudis avant qu'il soit longtemps ?

Je cite tout cela en vrac pour montrer l'intérêt d'une discussion qui ne devrait pas manquer de se prolonger dans cette revue même. Celle-ci n'a d'ailleurs pas été oubliée. Riguidel, en particulier, a promis une étude sur la « sécurité ».

J'ai donc assisté à une vraie réunion syndicale. Non à une réunion corporatiste. Car les camarades sont conscients de la nécessité de se lier aux autres efforts ouvriers. Ils avaient d'ailleurs invité, entre autres, le camarade Samson, secrétaire des Métaux autonomes parisiens — encore un de l'Union des Syndicalistes — qui fit une utile intervention. Enfin, la décision de principe fut prise d'adhérer au M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique), un prochain conseil d'administration devant régler les modalités de cette adhésion.

C'est assez dire que le bel et pur isolement, dans la beauté des principes, n'est pas préconisé ici.

Le nouvel accord Renault

La presse a annoncé la conclusion de cet accord dont l'importance ne saurait être sous-estimée étant donné le rôle d'entreprise-pilote joué par la Régie Renault. Bien entendu, cela a un caractère presque confidentiel ; les ouvriers eux-mêmes y sont pour peu de chose ; non seulement, parce qu'ils sont inorganisés dans leur grande majorité, mais aussi parce que les syndiqués ne sont guère mieux consultés.

Il reste qu'après avoir été négocié par Force Ouvrière, la C.F.T.C., le syndicat indépendant et la confédération des cadres, il a vu se rallier à lui la C.G.T. « après consultation de ses adhérents ».

Ses clauses ne sont pas très clairement connues. Je dois signaler que « Force Ouvrière » du 18 décembre en donne un avis très bref avec moins de précisions encore que la presse dite « bourgeoise ».

Nous en sommes réduits à celle-ci (en attendant « Tribune Ouvrière » et ses commentaires critiques).

Nous espérons bien être mieux informés, ici même, par des camarades compétents. Pour le moment, signalons seulement, en dehors de la prime de 6.000 francs, hiérarchisée bien entendu, la confirmation d'une tendance à une certaine « fonctionnarisation » des ouvriers (avantages divers acquis « à l'ancienneté »), et surtout l'apparition pour la première fois, d'une manière encore très floue, d'une clause éventuelle de réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Devons-nous saluer cela comme un vent de bonne augure ? Attendons d'être mieux informés. Mais l'accord Renault est évidemment l'événement le plus significatif de la conjoncture syndicale de la dernière période. Nul doute que nous y revenions.

Un son de cloche non accordé

Je viens justement de recevoir « Tribune Ouvrière » de décembre 1958. On se doute bien qu'elle ne chante pas l'accord parfait. Je me contenterai aujourd'hui d'en faire quelques citations à peu près sans commentaires.

Il y a d'abord une réponse d'un O.S. à Dreyfus « premier patron de France, issu d'une famille de banquiers, mais ex-secrétaire des étudiants socialistes ». On sait en effet que ce grand technocrate procède par lettre individuelle. Dans celle du 28 novembre, il déclare : « Nous avions également convenu que je chercherais à maintenir dans toute la mesure du possible le pouvoir d'achat ; or, pendant cette période, les salaires ont été améliorés de 29,36 % ».

Et notre O.S. de répondre :

« Cela fait beaucoup d'augmentation... mais je n'ai pas besoin de vous dire ce que j'en pense car vous me le dites vous-même : « On me rétorquera, je le sais, que le coût de la vie a monté en proportion. Je réponds que nous ne sommes pas maîtres de la situation économique ».

« Nous y voilà arrivés ; au vrai problème ! Vous voulez que nous travaillions, vous reconnaissez que la productivité a augmenté, vous signez des accords avec les chefs syndicaux et le jour où nous vous disons : nos salaires sont en retard sur les prix, vous répondez : nous ne sommes pas maîtres de la situation économique. Comme cela, c'est pratique.

Il n'y en a qu'un seul qui honore sa signature au bas du contrat, bien par force d'ailleurs : c'est moi, l'O.S...

Mais citons maintenant quelques phrases de l'article consacré au dernier accord. D'abord une définition qui a le mérite de la clarté : « *Qu'est-ce qu'un accord ? C'est un contrat passé entre les syndicats et la direction, c'est-à-dire entre deux organisations qui ont pour fonction initiale de se combattre. L'accord est une espèce d'armistice entre deux ennemis, et comme dans tout armistice, c'est le plus fort qui impose ses vues au plus faible* ».

Et, pour finir, deux citations qui éclairent suffisamment l'esprit de l'article :

« *...la direction n'est pas seulement la plus forte mais aussi la plus habile. Elle ne veut absolument pas que sa volonté et ses lois passent comme des choses imposées par elle. Elle veut que ses décisions soient paraphées par les syndicats pour leur donner plus de poids. Elle veut que les syndicats partagent la responsabilité et l'impopularité de ses décisions.*

« *...Le préambule ait que « les représentants des organisations syndicales et la direction générale expriment leur satisfaction de l'application loyale de l'accord de septembre 1955 ». La direction demande en fait aux syndicats d'approuver un mensonge pur et simple que tout le monde connaît et qui a été dénoncé plusieurs fois. Mais les syndicats acceptent de signer ce préambule en s'appuyant sans doute sur cet argument : si Paris valait bien une messe, pouvoir discuter avec la direction vaut bien un mensonge — un de plus ou de moins, ils n'en sont pas à cela près ».*

Et maintenant, les feux croisés sont ouverts...

Les étudiants en flèche

Le 10 décembre, je suis allé sur le boulevard Saint-Michel voir ce qu'il en était de la manifestation des étudiants de Paris.

Elle peut s'estimer à plusieurs points de vue. Il faut d'abord souligner qu'elle était autorisée et même facilitée par le détournement de la circulation. Bien des commentaires peuvent être faits, en des sens divers, sur cette mansuétude. Habileté, en tout cas. Que les camarades songent seulement à ce qu'ils auraient dit et écrit si la manifestation avait été interdite ! La réponse impériale de César au président de l'association estudiantine nous concède quelque lumière : criez ! cela fait du bien aux poumons et aux nerfs. Mais il y a notre haute sagesse... J'ai entendu quand même le 10 décembre, un bourgeois excité qui, interpellant un groupe de flics pour une fois paisibles, s'écriait : « Mais, vous les laissez faire ? Vous ne voyez donc pas que c'est une provocation ! » Un innocent.

Mais voyons donc cette « provocation ». Il y avait quelque dix mille manifestants. Signalons que « le Figaro » lui-même a cité ce nombre, c'est-à-dire qu'il a regardé cette fois avec des lunettes parfaitement objectives. Juché sur un banc du Boul' Mich', j'ai retrouvé dans cette foule juvénile quelques-uns de mes anciens élèves qui, pour avoir monté dans la « hiérarchie » des hautes études, n'en ont pas moins gardé des tendances que je juge convenables.

La manifestation était très bien organisée et ordonnée. Elle était précédée, sur une longue rangée, des principaux militants des organisations de l'enseignement parmi lesquels j'ai reconnu Forestier, Lauré, Margailan, Ségué, Ruff, Letonturier. Les pancartes brandies par les jeunes manifestants et les cris qu'ils poussaient étaient fort bien venus : « Des profs, pas de canons ! », « Des amphis, pas d'alcool ! ». Et des aménités pour le petit Berthoin et pour Pinay : « Des clous, Pinay ! ». Un observateur chatouilleux y aurait peut-être décelé une certaine orientation unilatérale des critiques et lazzis. D'aucuns ont peut-être pensé — c'est une simple et

timide hypothèse — que, puisque manifestation il y avait, autant qu'elle puisse servir...

Les chants avaient, je crois, été interdits. Mais vous n'empêchez pas de jeunes Français de chanter : « Fiers enfants de la Lorraine ! » Ou plutôt de chanter, sur cet air martial et irrécusable, des paroles comme celles-ci : « L'enseignement est dans la m... », non moins irrécusables. Essayez, et vous adopterez.

Résumons-nous : une bonne et réconfortante manifestation. Mais peut-être, un exutoire seulement.

Sur la réforme de l'Enseignement

Voilà une réforme, aurore d'une ère nouvelle, que l'on annonce depuis des années par des flots de discours et une abondante littérature, sans qu'on en voit poindre les premiers rayons. Une carence à ajouter à la longue liste des carences de la IV^e République. Tout le monde comprend que j'ai le droit de dire : carence, puisque je vise la IV^e République. Je ne me permettrais pas d'employer ce mot pour le gouvernement de César (même si on le dénomme maintenant Président de la République, je ne m'y aventurerai pas). D'ailleurs César, en son petit Conseil, s'est penché sur cette question. Il faut attendre un peu avant de bien juger de quelle souris a accouché cette montagne. Si ce n'est pas d'une souris, mais d'un phénix, nous le dirons tout aussi bien.

Remarquons d'abord que le problème survole les frontières des deux mondes : le Soviet suprême — au moment même où j'écris, moi, petit homme insignifiant, brave soldat Chevek, de l'immense armée des sans-grades — le Soviet suprême donc, discute lui aussi d'une réforme de l'enseignement. Laissons les arrogants, les croyants et les naïfs pousser les hauts cris devant cette assimilation intolérable ! Des deux côtés du rideau de fer, on a laissé venir à soi les petits enfants ; des deux côtés du rideau de fer, les aristocraties, anciennes et nouvelles, ont les dents longues ; des deux côtés du rideau de fer, la « démocratisation » de l'enseignement se pose en des termes, sinon identiques, du moins comparables en bien des points.

Donc, nous reparlerons ici des deux réformes quand nous serons un peu mieux informés : celle du pays de Nikita et celle du pays de César.

Anticommunisme systématique

Au cours d'une récente discussion avec un camarade de province, nous nous sommes vus accusés « d'anticommunisme systématique ». Quelle étrange aberration dans les termes ! Quand donc les mots reprendront-ils leur sens véritable ?

Comment discuter quand les interlocuteurs emploient les mêmes mots en des sens différents ?

Le même camarade nous disait : « Les meilleurs de ceux qui ont lancé la « R. P. », n'ont-ils pas compté parmi les fondateurs du parti communiste français ? » Mais s'il est vrai qu'ils en ont été, comment pourraient-ils y être encore sans se renier bien plus souvent que Saint Pierre se renia au cours de la nuit tragique ?

Il n'y a chez nous qu'une seule chose de systématique : c'est — répétons-le — d'être au service des exploités de tous les systèmes.

Il est trop évident qu'un parti pris aussi délibéré ne peut que nous dresser à chaque pas contre ceux qui se servent des exploités, même si ces nouveaux tyrans se drapent encore dans les dépouilles d'une révolution prolétarienne. Qu'on ne compte pas sur nous pour nous infléchir jamais de ce côté-là ! A quoi pourrions-nous donc bien servir si nous arrêtons, sur ce point comme sur d'autres, la besogne de désintoxication ?

Les surprenantes questions de notre camarade

montrent que cette besogne est plus que jamais nécessaire. Et il n'y a pas que cela de surprenant ! Dans « L'Ecole Emancipée », une revue de militants syndicalistes révolutionnaires, j'ai pu lire un article signé Guy Martin : « Questions pour un renouveau ». Voici le temps de la réflexion, écrit en commençant notre camarade. Début prometteur. Il continue en disant qu'il faut étudier, comprendre, étudier en particulier *notre* capitalisme *contemporain* (c'est lui qui souligne). Et toute cette réflexion, cette étude, cet effort de compréhension, savez-vous où tout cela le conduit ? A ceci : « ... dans la conjoncture actuelle, le P.C. est du même côté de la barricade que nous » ! Les bras vous en tombent... Après avoir établi qu'aujourd'hui... « il n'y a guère autre chose qu'un certain néo-capitalisme plus ou moins technocratique », l'auteur de l'article achève son propos (et nous achève en même temps) de la façon suivante : « ... A quoi s'opposent les minoritaires que nous sommes et le P. C. » !

J'avoue que je suis interloqué. Mais je voulais seulement montrer que nous n'étions pas au bout de nos peines à l'Union des syndicalistes et à la R.P. Comme nous le savions déjà, cela ne provoque chez nous aucun découragement. D'ailleurs, nous pensons bien que tout le monde, à « L'Ecole Emancipée », ne déraisonne pas comme Guy Martin.

Quant à ce dernier, s'il est jeune (et il est trop clair qu'il l'est), il lui sera beaucoup pardonné.

Déclaration de guerre

L'inconvénient d'une chronique comme celle-ci, quand on l'écrit par morceaux, à la suite de chaque événement, est qu'elle y perd un peu de son unité et que — l'événement le plus important ne se produisant pas toujours le premier — la couleur dominante n'y apparaît pas assez. Nul doute qu'aucun de ces paragraphes n'eût été écrit comme il l'est si l'on avait connu d'abord « la révolution économique et financière » de MM. Pinay, de Gaulle et Rueff.

Mais l'avantage d'une telle méthode, c'est que la réaction à l'événement est directe, immédiate et que la pensée n'a pas le temps de s'habiller.

Une déclaration de guerre à la classe ouvrière : voilà ce qu'il faut dire tout de suite des mesures financières qu'on nous apporte comme étreintes. De révolution, il n'y en a point, vous pouvez en être sûr ! C'est au contraire ce que l'on peut faire de mieux dans le genre rococo. D'ailleurs, le comité d'experts qui, en l'occurrence, conseilla César et son argentier, était présidé par M. Rueff qui s'illustra déjà, il y a un quart de siècle, en « démontrant » que les allocations de chômage versées par l'Etat empêchaient la fin « naturelle » de la crise. Son article, resté fameux, est donné comme exemple, dans tous les cours d'économie politique, de l'aberration soi-disant « libérale » et de la négation têtue des faits les plus évidents. Une révolution animée par de tels philosophes doit — et elle n'y manque pas — porter toutes les marques de la réaction la plus sordide.

Premier trait de la réforme : abaissement du niveau de vie des travailleurs par la réduction considérable du salaire réel. Hausse générale des prix que plusieurs mesures concourent à amplifier. La dévaluation d'abord. Toutes les arguties n'y changeront rien : vous diminuez l'instrument de mesure, vous augmentez ipso facto le nombre d'unités. Je sais bien qu'on me dira que la dévaluation ne fait que consacrer une hausse déjà accomplie. Mais le prix de tous les produits importés s'en trouve aussitôt augmenté dans le même rapport. Et, en fin de compte, après quelques retards et tiraillements, l'alignement se fera de telle façon que, par rapport au début du mouvement, la hausse des prix traduira exactement la dévaluation monétaire.

Ici, elle la dépassera. Car il faut tenir compte de l'augmentation des impôts qui se répercutera sur les prix. Je prédis une hausse générale d'au moins 20 %.

Que feront les salaires pendant ce temps-là ? Toutes les précautions sont prises pour qu'ils bougent le moins possible. Sans doute, le salaire minimum qui repère « la ligne de pauvreté » sera-t-il légèrement relevé (mais la ligne de pauvreté sera plus basse qu'elle ne l'était) ; les indemnités de chômage seront peut-être augmentées, en demeurant quand même au-dessous de la ligne de pauvreté. Mais l'ensemble des salaires se regroupera plus près de cette ligne de pauvreté à laquelle la politique du capital (vous le voyez aujourd'hui dans toute sa splendeur) tend sans cesse à ramener la masse du prolétariat.

L'attaque brutale contre le niveau de vie ouvrier s'accompagne d'une destruction « au sol » des moyens de défense que pouvait réglementairement posséder la classe ouvrière : en premier lieu, l'échelle mobile. Pinay qui, en 1952, donna une forme légale à un semblant d'échelle mobile, Pinay est maintenant plus réactionnaire que Pinay ! Le seul moyen de défense que les travailleurs pouvaient opposer à la destruction de leur salaire réel est aujourd'hui déclaré « contraire à l'ordre public ». Toutes les clauses d'indexation sur le coût de la vie (ou sur le S.M.I.G.) devront disparaître des conventions collectives. Avis à nos camarades du Livre qui, depuis des années, vivaient sous ce régime protecteur ! Et ils ne sont pas les seuls. Les clauses protectrices, désormais condamnées, se rencontraient chez les mineurs, dans le textile, dans les industries plastiques, chez les femmes de ménage de la région parisienne.

Remarquez que cette mesure insupportable constitue un double aveu : premièrement, l'aveu que la hausse des prix va être considérable. Sinon, l'échelle mobile n'aurait pas besoin de jouer et elle n'effraierait pas tellement nos « révolutionnaires ». Deuxièmement, l'aveu que c'est à la classe ouvrière qu'on en a et qu'il s'agit bel et bien de réduire son salaire réel. Ajoutons que cela dénonce encore plus l'hypocrisie de la « lutte contre l'inflation » car l'échelle mobile — nous l'avons déjà montré ici — est le seul frein efficace à l'inflation.

Bien entendu, on entreprendra une récession autant que possible « modérée et contrôlée », on aura un petit « matelas de chômeurs » pour tenir en laisse les velléités de révolte des ouvriers.

Pour terminer le tableau, il faut adjoindre l'augmentation des loyers, le relèvement des cotisations à la Sécurité Sociale et l'abaissement corrélatif de ses prestations (ah ! il s'agit bien maintenant du remboursement intégral à 80 % !).

« J'ai pris la décision... a dit César, « guide de la France et chef de l'Etat républicain ». « Peuple français, grand peuple ! Fierté, courage, espérance ! » Il y aurait de quoi rire...

La classe ouvrière va-t-elle se contenter de rire ? Je ne crois pas qu'elle en ait ni l'envie, ni les moyens. Regardons d'abord vers les syndicats. Au moment où j'écris, on ne peut rien préjuger de leur attitude. Mais quelle que soit celle-ci, la classe ouvrière réagira à plus ou moins brève échéance. Elle ne peut pas ne pas réagir. Il y aura des lendemains. 1936 a été la conséquence inattendue d'une attaque du même genre et inspirée des mêmes principes (Rueff était dans le coup aussi) contre les conditions d'existence des travailleurs. Nous ne partageons pas le pessimisme désarmant de certains camarades. L'action directe ouvrière a gardé toutes ses possibilités. Qui commencera sur le large front de classe ? Mais il ne fait pas de doute qu'il y aura un commencement, et des suites...

R. GUILLORE.

ECHOS D'ACCRA

Une conférence internationale groupant les représentants des mouvements nationalistes africains s'est tenue en décembre dans la capitale du Ghana.

Les organisateurs de fait en étaient Kwame N'Kruma, leader de l'Etat indépendant du Ghana, ex-Gold-Coast, et George Podmore, ancien animateur de divers comités anti-impérialistes et anticolonialistes, devenu conseiller du premier. Le but de la conférence visait la coordination des efforts des nations africaines ayant acquis leur indépendance avec ceux des organisations agissant dans les pays qui n'ont pas encore obtenu leur liberté. Il s'agissait en fait d'une rencontre de groupes, partis, syndicats et non d'hommes d'Etat en tant que tels.

Nous avons pu obtenir d'un observateur très au courant des problèmes sociaux et internationaux, quelques notes sur cette conférence où, pour la première fois, se trouvaient réunis les échantillons les plus divers de l'Afrique en mouvement et où les influences de toutes origines se sont manifestées et affrontées.

Le poids des organisations représentées était très variable. Il est difficile de comparer tel délégué parlant au nom d'une centrale syndicale réelle possédant affiliés et sections, avec tel autre exprimant les vues d'un comité éphémère. La violence des interventions, le grand nombre des discours, les insuffisances de l'organisation faisaient qu'il était difficile, pour un non spécialiste des réalités africaines, de s'y retrouver.

Le comportement des délégués s'expliquait très souvent par leur formation. Les hommes formés à l'école française étaient généralement verbeux et véhéments ; ceux des régions anglaises plus calmes, plus pragmatiques et plus positifs. Du côté arabe se manifestait le souci d'apparaître comme les possibles « moteurs » d'un grand courant d'émancipation africaine.

L'influence égyptienne s'est fait sentir très rapidement, par le délégué égyptien lui-même, mais aussi par les représentants de divers comités d'Afrique noire qui fonctionnent au Caire. L'idée défendue par les Egyptiens est que l'Afrique doit s'unir et s'orienter vers la constitution d'Etats unis. Pour la réalisation de ce dessein, les Egyptiens offrent à la plupart des mouvements des facilités financières, invitent tous les hommes politiques ou les dirigeants syndicaux à venir au Caire. Cette position est diversement jugée : pour les organisations les plus solides, il y a défiance envers une nation et un régime qui, en fin de compte, sont les moins africains de tous. (L'Egypte se proclame à la fois africaine, arabe et méditerranéenne ; c'est une conception très à la mode en Egypte, et pas seulement depuis la prise du pouvoir de Nasser.) Les tendances les plus faibles sont au contraire attirées par les offres du Caire, lesquelles pourraient leur servir pour se mettre en vedettes et figurer parmi les têtes de file.

Les éléments communistes, formés à Berlin-Est ou à Moscou, sont présents, mais ils ne se présentent pas comme tels. De façon générale, ils se laissent porter par le courant égyptien et cherchent à se faire élire aux postes de commande, administratifs ou de propagande.

Sur le plan syndical, leur mot d'ordre est : « Ni F.S.M., ni C.I.S.L., mais autonomie ». Ce qui signifie, la F.S.M. ayant perdu toute force, rupture des syndicats noirs avec les confédérations syndicales libres.

L'influence de la C.I.S.L., bien qu'elle puisse compter sur un certain nombre de filiales syndicales ayant une existence véritable, est faible. Cela s'explique par plusieurs raisons : elle est considérée comme une

Internationale européenne et anglo-saxonne, une Internationale « blanche » ; elle a trop longtemps été confondue avec les centrales métropolitaines (chrétiennes ou socialistes) fonctionnant sous le régime colonialiste ; elle est malhabile dans le jeu des initiatives spectaculaires ; elle est dépassée par les organisations politiques qui correspondent mieux au climat actuel de passion et de conquête des postes politiques.

Tom Mboya (syndicats du Kenya) est apparu comme un élément solide, calme, peu disposé à se laisser entraîner par les prises de position démagogiques ou à suivre les mots d'ordre du Caire. Il a sur la plupart des grands problèmes fait bloc avec les représentants du Ghana, du Nigeria et de Tunisie, c'est-à-dire avec les partisans d'une indépendance réelle, mais sans rupture avec les éléments démocratiques de l'Occident.

Le délégué tunisien Taieb Slim, a défendu habilement les positions du Maghreb arabe opposées à celles de l'Egypte nassérienne. C'est ainsi qu'il a différencié les problèmes qui se posent à l'Afrique noire et aux régions méditerranéennes arabes, plaidé en faveur de la liaison entre les mouvements démocratiques et les organisations africaines, fait adopter Tunis comme point de rencontre pour la conférence de 1959.

Un comité de 15 membres a été désigné pour gérer le mouvement. On y trouve toutes les tendances, depuis le F.L.N. algérien jusqu'aux éléments pro-soviétiques, en passant par les nuances nombreuses du syndicalisme libre et des clientèles des partis au pouvoir.

Il est à prévoir qu'une lutte serrée va s'engager entre les pro-nassériens soutenus par les communistes et les pro-occidentaux, pour le contrôle de l'appareil administratif. La technique communiste semble supérieure et dispose de moyens importants, faciles à utiliser dans des milieux en rapide évolution et où les foules sont peu organisées et seulement en fonction de formules générales.

Par contre, les organisations solidement implantées sont de tendance antitotalitaire. Mais elles frappent moins l'imagination, elles sont moins attrayantes sur le plan de l'agitation.

Pour des syndicalistes, deux problèmes se posent. L'un est immédiat : empêcher que le courant d'émancipation africaine ne devienne un véhicule qui sera utilisé par la politique expansionniste russe (dont la nature continentale conditionne la stratégie, descendante vers le Moyen-Orient, l'Afrique des steppes, l'Afrique des savanes, l'Afrique des forêts). L'autre est à plus longue perspective : organiser les jeunes prolétariats noirs non plus sur la base de slogans d'agitation, mais sur la base de situations de fait, pour que les méthodes et les buts correspondent aux problèmes concrets que les populations noires ont à résoudre, pour que la pratique démocratique devienne courante et empêche que la démagogie ne porte une nouvelle bourgeoisie indigène à exploiter les masses locales suivant les mêmes méthodes que les anciens colonialistes venus d'outre-mer.

En cela, les grandes organisations syndicales mondiales auraient encore un rôle utile à jouer, en montrant par leur attitude non raciste et dégagée de toute solidarité avec les privilèges de leurs propres nations, qu'il existe une manière d'agir ouvrière et internationaliste, en fournissant notamment aux nouvelles organisations syndicales des livres, des brochures qui faciliteraient l'assimilation des expériences effectuées par les prolétariats des autres régions.

L. M.

Notes d'Economie et de Politique

SUN YAT-SEN ET MAO TSE-TUNG

Il y a un peu plus de quarante ans, l'homme qui avait fait la première révolution chinoise, l'homme qui avait renversé l'empereur et créé la république, Sun Yat-sen, abandonnait ses fonctions de président de la République pour pouvoir se consacrer exclusivement à l'œuvre qui lui apparaissait comme essentielle : la transformation économique de la Chine. « Les deux premiers buts (la suprématie de la race chinoise et le gouvernement du peuple par le peuple) ont été atteints », disait-il, « par l'abdication de la dynastie mandchoue. Il nous faut maintenant faire la révolution économique. »

Aujourd'hui, un nouveau Sun Yat-sen, l'homme qui a fait la seconde révolution chinoise, Mao Tse-tung, annonce pareillement qu'il ne demandera point le renouvellement de son mandat de président de la République, et cela afin de se consacrer exclusivement à l'organisation des « communes », c'est-à-dire, ici aussi, à la « révolution économique », à la révolution qui consiste à établir un nouveau mode de produire et de vivre.

Cette identité dans le comportement des deux grands Chinois n'a rien qui puisse surprendre. Car tous deux étaient des révolutionnaires. Rien de commun avec des politiciens. Rien de commun avec un Staline ou un quelconque Khroutchev. Pas plus l'un que l'autre n'ont été mus par le désir du pouvoir pour le pouvoir. Les satisfactions de vanité et autres que peut procurer à un esprit borné le fait d'être le « maître » étaient certainement pour l'un et pour l'autre dépourvues de toute valeur. Leur seule ambition était de contribuer à la réalisation d'un nouvel ordre économique et social et s'ils commencèrent par s'occuper de politique, c'est uniquement parce qu'ils estimaient que rien ne pouvait être tenté dans le domaine qui leur était cher avant que ne soit renversée la superstructure politique sous laquelle leur pays étouffait.

Mais, ce but atteint, une fois l'ancien régime politique aboli et un nouveau mis en place, ils étaient suffisamment pénétrés tous deux de matérialisme historique pour se rendre compte que l'essentiel restait à faire, et que cet essentiel, comme toujours, n'était pas d'ordre politique, mais d'ordre économique et social. C'est pourquoi l'un et l'autre abandonnèrent leur fonction politique, la plus haute des fonctions politiques, pour devenir, le premier, « commissaire plénipotentiaire pour les chemins de fer », et le second, organisateur des communes.

Cependant, il existe une différence importante dans les moments que l'un et l'autre ont choisis pour abandonner la politique.

Il ne s'était guère écoulé plus d'un mois entre le jour de la proclamation de la République et celui de la démission de Sun Yat-sen. Si le nouveau régime avait été instauré, il n'était pas organisé. Ses bases étaient encore dépourvues de toute solidité, elles n'étaient même point définies. Aussi les conséquences de la démission de Sun Yat-sen furent-elles catastrophiques : dix ans d'anarchie militaire. Dix ans d'anarchie après lesquels, lorsque le parti de Sun Yat-sen eut rétabli l'ordre civil, cet ordre ne fut plus, sous la direction de Chang Kai-shek, qu'une caricature honteuse de ce pour quoi Sun s'était battu.

Aujourd'hui, par contre, ce n'est pas après un mois du nouveau régime, mais après dix années de pouvoir que Mao descend de la chaise curule, laissant un Etat fortement constitué qu'il remet entre les mains de compagnons éprouvés au cours de trente années de lutte commune. Un Etat qui, par ailleurs, est en plein boom économique. Il ne semble donc pas que les catastrophes qui ont suivi l'effacement politique de Sun Yat-sen doivent suivre celui de Mao. En revanche, la question reste entière de savoir si Mao réussira mieux dans l'œuvre sociale qu'il entreprend aujourd'hui, que n'a réussi Sun dans celle à laquelle il entendait se consacrer lorsqu'il quitta la présidence de la République.

Sun voulait industrialiser la Chine et il voulait l'industrialiser selon un mode qui ne soit point le mode capitaliste. Dans chacune des deux parties de cette tâche, il a échoué complètement. Mao, lui, pourra-t-il faire de la Commune la cellule au sein de laquelle tous les hommes produiront et vivront ?

La Commune est une institution qui nous est chère car c'est dans son cadre, dans le cadre de communautés dont tous les membres vivent et travaillent ensemble que s'est traduite, au cours des millénaires, l'aspiration des hommes à vivre dans l'égalité et la fraternité.

L'archétype des communes est fourni par ces communautés esséniennes vivant aux débuts de notre ère sur les rives de la Mer Morte, que de récentes découvertes archéologiques ont remises à l'honneur, et dont s'est inspiré Jésus de Nazareth pour former sa communauté d'apôtres, si tant est que celle-ci n'ait pas été simplement l'une des communautés esséniennes. Quant aux dernières communes en date, ce sont les « kibbouz », établis en Israël presque exactement sur les mêmes lieux que les Esséniens.

Entre ces deux expériences que vingt siècles séparent, la vie en communautés n'a jamais disparu, mais il s'agissait presque toujours de communautés religieuses vivant beaucoup plus de la charité des fidèles que du travail de leurs membres ; les autres, celles vivant du produit de leur travail, n'apparaissent qu'épisodiquement : on peut citer, entre autres, les anabaptistes du XVI^e siècle, les nombreuses colonies communistes fondées, généralement en Amérique, par les disciples européens d'Owen, de Cabet ou de Fourier, ainsi que celles moins importantes, qui fleurirent en France dans les environs de 1900, celles que Descaves et Donnay portèrent à la scène dans leur pièce « la Clairière », et auxquelles il convient d'ajouter les quelques « communes » que cherchèrent à instituer en Russie dans les années qui suivirent immédiatement la révolution, certains de ceux qui s'opposaient aux conceptions bolcheviques du communisme d'Etat.

Mais, qu'elles soient religieuses ou laïques, toutes ces communautés possèdent ce caractère commun, qu'elles sont volontaires ; c'est de son plein gré que chacun y adhère ; c'est un groupement d'affinités. En Chine, au contraire, les communes que l'on est en train d'organiser sont obligatoires ; ce ne sont plus des communautés d'élection, mais des communautés qui rassemblent dans leur sein tous les individus d'un pays, quels que soient leurs idées, leurs sentiments ou leurs capacités. Et ces communes sont appelées

à englober finalement un demi-milliard d'hommes ! Le seul cas qui est peut-être comparable, du fait qu'elles étaient, elles aussi, sans doute, plus ou moins obligatoires et qu'elles s'éten- daient à une fraction entière de la population, est celui des « misiones », ces communautés d'In- diens que les Jésuites instituèrent au Paraguay aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Le gros obstacle que rencontrent toujours les communes est celui de la famille.

La famille est une institution de même nature que la commune, étant, elle aussi, une commu- nauté économique et une communauté de vie ; il leur est donc impossible de coexister.

C'est pourquoi les communes ont presque tou- jours commencé par éliminer la famille, et cela au moyen de deux procédés opposés. Les com- munautés religieuses, qu'elles soient bouddhi- ques ou chrétiennes, l'ont éliminé en prescrivant le célibat à leurs membres, à l'exemple des Essé- niens ; à l'opposé, les anabaptistes l'éliminèrent en édictant la communauté des femmes.

Il est probable que les communes chinoises vont rencontrer, elles aussi, dès le début, l'obs- tacle de la famille, et comme il ne saurait être question pour elles de prescrire le célibat, la lo- gique des choses devrait les conduire, si elles veulent durer, à la solution anabaptiste.

En tous cas, il est bien certain que Mao Tse- tung n'est ni un rêveur, ni un utopiste. Toute sa vie, ses trente ans de combat démontrent que si c'est un homme à principes — on ne fait ja- mais rien de solide sans principes — ce n'en est pas moins un très grand réaliste. C'est en observant de près la vie de son peuple, qu'il connaît bien et à laquelle il est resté toujours intimement mêlé, et en cherchant à satisfaire à ses besoins les plus immédiats, qu'il a toujours pris ses décisions. On est donc en droit de penser que ce n'est pas seulement en raison d'un com- munisme abstrait qu'il s'est résolu à lancer le peuple chinois dans cette formidable expérience, mais parce qu'il juge que, pour des raisons qui nous échappent, la vie et le travail en commun sont ce qui convient le mieux au Chinois de 1959.

Au cours de ses trois millénaires d'histoire, la Chine a expérimenté toutes les formes d'or- ganisation économique et sociale. Ainsi qu'Elisée Reclus fut le premier à le noter, et contrairement aux historiens bourgeois qui ne veulent voir dans l'histoire de la Chine qu'immobilité et staqna- tion, la Chine a été le pays dont l'organisation sociale a subi au cours des siècles les plus nom- breux et les plus profonds changements.

En se lançant, avec les communes, dans une nouvelle expérience, dans la réalisation de ce qu'avaient préconisé Owen avec ses communa- tés et Fourier avec ses phalanstères, la Chine ne fait donc que suivre sa tradition, sa seule tradition, celle du changement. Quel que soit le destin de cette nouvelle aventure, nous en sui- vrons le déroulement avec une attention pas- sionnée.

VIVE NASSER !

Cette fois, ce n'est pas moi qui le crie ; ce sont les dirigeants de tous les pays d'Occident. Et ils ne se contentent pas de le crier, c'est un souhait qu'ils accompagnent de multiples verse- ments en bonnes espèces sonnantes et trébu- chantes. C'est à qui s'empressera davantage pour offrir à Nasser tout l'argent dont il a besoin.

Les Allemands ont déjà offert 200 millions de marks pour le barrage d'Assouan et ils s'apprê-

tent à en offrir 200 de plus de concert avec les Japonais, le tout, garanti par l'Etat allemand et béni par l'Amérique ; cette même Amérique en- voie en Egypte pour 25 millions de dollars de ses surplus de blé et de farine ; la France elle- même vient de signer un traité de commerce par lequel elle accorde de larges délais de paiement pour tout ce que l'Egypte achètera à la France ; et Black lui-même, le président de la Banque Mondiale, qui avait refusé en dernière minute, sur l'ordre de Dulles, d'accorder les dollars qu'il avait précédemment proposés pour Assouan, va se rendre au Caire afin de voir comment il pour- rait réoffrir ses dollars sans perdre la face ; cependant que les Russes signent de nouveaux contrats pour la construction d'aérodromes et s'apprêtent à faire leurs premiers versements pour la construction du barrage d'Assouan.

Non ! en vérité, je vous le dis, n'en jetez plus ! la cour est pleine.

Nasser n'est plus demandeur ; chacun ne de- mande qu'à casquer et n'a qu'une peur, c'est qu'on refuse son argent. La raison de ce revire- ment, on la connaît. Nasser est enfin apparu aux yeux des myopes du Département d'Etat pour ce qu'il n'a jamais cessé d'être : le défenseur, certes, de l'indépendance arabe contre l'impérialisme de l'Occident, mais aussi le défenseur, non moins résolu, de cette indépendance contre l'impéria- lisme de Moscou. Seulement, pour ouvrir les yeux de ces Messieurs de Washington, il n'a rien moins fallu que l'affaire de l'Irak.

Bien avant la révolution de juillet dernier, tout le monde savait — sauf sans doute ces Mes- sieurs des chancelleries — que l'Irak était le seul pays arabe du Proche-Orient où les com- munistes étaient forts. La raison en était simple : l'Irak était le seul de ces pays qui fût encore sou- mis au régime colonial par l'intermédiaire de l'agent britannique Nouri Saïd. Sous le climat de terreur que celui-ci avait établi, la situation pour les Irakiens semblait presque sans issue si une grande Puissance n'intervenait à leurs cô- tés ; naturellement, cette grande Puissance ne pouvait être cherchée qu'en dehors du camp bri- tannique ; or la seule grande Puissance en dehors de ce camp était la Russie. Pour un Ira- kien, vouloir se libérer de Londres et de Nouri Saïd, cela voulait donc dire être pro-russe ; et être pro-russe, cela s'appelle être communiste.

Donc, il y avait en Irak, depuis plusieurs an- nées un parti communiste important. Parti illégal, bien entendu, parti traqué, mais possédant toute la vigueur et armé de toute la résolution que donne précisément la pratique de la clandestini- té.

Aussi, dès le lendemain du 14 juillet, c'est ce parti qui tout de suite joua le premier rôle. Il parvint rapidement à soumettre à peu près com- plètement le chef du gouvernement à ses direc- tives, cependant que les nationalistes purs, ceux qui, comme Nasser, veulent que les Etats arabes soient aussi bien indépendants de la Russie que de l'Occident, étaient, soit éliminés, soit arrêtés.

Du coup, Washington a pris peur. Est-ce que l'Irak n'allait pas devenir, après la Pologne, l'Al- lemagne de l'est, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie, un septième satellite russe ? D'où le rapprochement de l'Amérique avec Nas- ser ; d'où les nombreux milliards qu'on lui offre ou qu'on lui fait offrir, car lui seul, en tant qu'Ar- abe, en tant que « nationaliste » arabe, peut arrê- ter l'Irak sur la voie de la satellisation.

Répétons donc encore une fois ce que nous n'avons cessé de dire depuis plusieurs années, puisque les événements contraignent à ouvrir les yeux, et peut-être les oreilles, ceux qui ont la charge de la politique de l'Occident : toute ten-

tative de maintenir ou de remettre un pays arabe, directement ou indirectement, sous la tutelle de l'Occident, a inévitablement pour résultat de pousser ce pays, et avec lui, solidairement, les autres pays arabes, dans les bras de Moscou. Si l'on ne veut pas que le potentiel économique, idéologique et humain que renferme le monde qui s'étale sur la zone sèche de l'Atlantique à l'Indus, tombe aux mains des successeurs de Staline, il faut :

1) libérer les pays arabes qui, tel l'Algérie, sont encore la proie des Occidentaux ;

2) les laisser absolument maîtres de leur politique, tant extérieure qu'intérieure ;

3) leur fournir l'aide économique dont ils peuvent avoir besoin.

En dehors de cela, il n'y a que propagande et littérature !

En ce qui nous concerne, nous sommes pour l'indépendance des pays arabes et de tous les autres pays, parce que nous sommes contre toute dépendance. Et nous sommes aussi pour leur indépendance parce que nous voulons être à même de pouvoir défendre dans les meilleures conditions possibles notre propre indépendance à l'égard de Moscou.

Mais quittons ces peuples d'Orient et d'Extrême-Orient chez lesquels continue à bouillir la révolution, pour revenir — à regret — vers les mares stagnantes de notre vieux pays.

DEVALUATION

La dévaluation du franc à laquelle de Gaulle vient de procéder est une opération à laquelle les Français sont maintenant suffisamment habitués pour qu'elle ne nécessite point de grands commentaires.

Le processus est toujours le même.

Tandis que les monnaies étrangères demeurent stables ou à peu près, c'est-à-dire conservent le même pouvoir d'achat, chacune dans son pays, en France, l'inflation, c'est-à-dire l'émission de nouveaux billets de banque sans qu'il y ait une quantité correspondante de nouvelles marchandises mises en vente, a pour conséquence qu'il y a de plus en plus de francs disponibles pour l'achat des marchandises, ce qui fait monter le prix de ces dernières, en vertu de la bonne vieille règle de l'offre et de la demande.

Et comme, d'autre part, en vertu de la réévaluation des changes, on ne peut échanger des francs que contre une quantité dévaluée invariable de monnaies étrangères, il en résulte que les marchandises françaises deviennent de plus en plus « chères » pour l'étranger.

L'Américain qui pouvait précédemment acheter en France avec 1 dollar un certain objet qui valait alors 420 francs, ne le peut plus maintenant que cet objet en vaut 450 du fait de la montée des prix, puisque, pour son dollar, l'Etat français continuera à ne lui donner que 420 francs.

D'où diminution des achats de l'étranger en France (réduction des exportations), et inversement, stimulation des achats français à l'étranger (accroissement des importations) puisque le Français qui n'avait pas intérêt à acheter à l'étranger pour 1 dollar la marchandise qui valait en France 420 francs, puisqu'il lui fallait donner 420 francs pour avoir un dollar, aura, au contraire, intérêt à l'y acheter lorsque cette même marchandise aura atteint en France 450 francs, puisque l'Etat continuera à ne lui demander que 420 francs pour lui fournir le dollar qui lui permettra d'acheter ladite marchandise en Amérique.

Lorsque cette absurde situation a suffisamment duré et que la continuation de la hausse des prix français ne fait que l'empirer, on procédera à une « dévaluation », c'est-à-dire que l'Etat français accepte d'échanger les monnaies étrangères contre plus de francs qu'auparavant, afin que la « parité des pouvoirs d'achat » soit réalisée, c'est-à-dire afin que l'on puisse s'acheter en Amérique avec 1 dollar juste autant de marchandise que ce qu'on s'en achète en France avec le nombre de francs que l'Etat exige désormais pour vous fournir 1 dollar.

Cependant l'opération qui vient d'être effectuée diffère du schéma que nous venons d'exposer, et qui est celui d'une dévaluation honnête, sur un point important.

Au lieu de se contenter de dévaluer le franc juste dans la mesure qui était nécessaire pour rétablir la parité des pouvoirs d'achat, de Gaulle l'a dévalué de près du double. On estime, en effet, généralement, qu'avec le dollar à 420 francs, les prix se trouvaient être à peu près 10 % moins cher à l'étranger qu'en France, c'est-à-dire qu'en gros, ce qui coûtait 460 francs en France se vendait en Amérique 1 dollar. Il aurait donc suffi de dévaluer le franc de 10 % ; or, on le dévalue de près de 20 % ; ce n'est pas 460 francs que l'Etat vous demande maintenant pour vous donner 1 dollar, mais 493 fr. 70.

Le résultat en est que les marchandises françaises qui jusqu'ici étaient chères pour l'étranger, vont devenir maintenant, pour lui, bon marché, puisqu'en donnant 1 dollar, l'Américain pourra, d'une part, acheter en France un objet qui y coûte 460 francs, c'est-à-dire la même marchandise que celle qu'il peut acheter chez lui avec son dollar, et que, d'autre part, il lui restera 33 fr. 70 avec lesquels il pourra s'acheter encore autre chose. Inversement, les marchandises étrangères deviendront chères pour le Français : il lui faudra verser 493 francs pour acheter en Amérique l'objet qui ne coûte que 460 francs en France.

La raison de cette dévaluation exagérée est manifeste : elle réside dans l'entrée en vigueur du marché commun.

Pour se défendre contre la concurrence des pays étrangers, les Etats disposaient jusqu'ici de deux armes : le vieux procédé des droits de douane et le plus récent procédé, beaucoup plus efficace, des contingentements, par lequel l'Etat n'accepte l'entrée sur son territoire que d'une quantité limitée d'une marchandise donnée.

Or les accords de Paris font que, cette année, les contingentements vont perdre à peu près toute efficacité pour ce qui concerne le commerce avec les pays du marché commun (et avec les pays auxquels on sera obligé d'accorder les mêmes avantages) du fait que chacun des pays du marché commun devra laisser entrer, pour chaque catégorie de marchandises une quantité égale à au moins 30 % de sa propre production en ladite marchandise.

Mais alors, si les contingents perdent ainsi presque toute leur efficacité, il ne reste plus comme mesure de protection que les droits de douane. Or, les traités du marché commun interdisent non seulement l'élévation des droits de douane, mais ils obligent à ce qu'on les réduise de 10 %, ce qui risque d'être catastrophique pour l'industrie française. C'est alors que la ruse du Grand Rusé et de ses conseillers intervient : on accroît tous les droits de douane de près de 10 % sans en avoir l'air, au moyen de l'artifice monétaire que nous avons analysé ci-dessus, l'artifice qui consiste à obliger l'acheteur étranger à vendre en France 493 francs la marchan-

dise qui lui aura coûté 1 dollar, car sinon il serait en perte, alors que la même marchandise produite en France se vend seulement 460 francs.

Et c'est ainsi que les accords de Paris sont tournés sans être ouvertement violés.

Mais il va de soi que tout cela ne jouera que tant que les prix français demeureront à leur niveau actuel. Dès qu'ils monteront, dès que le niveau des prix français tendra à rejoindre celui où 493 francs ne permettront d'acheter en France que la même marchandise que celle qu'on peut acheter en Amérique avec 1 dollar, la protection douanière supplémentaire que procure les nouveaux taux de change diminuera progressivement pour finir par s'annuler, puis, la montée des prix continuant, on reviendra à la situation inverse, celle d'hier ; ce seront alors à nouveau les exportations qui seront défavorisées et les importations favorisées, jusqu'au jour... d'une nouvelle dévaluation.

C'est la spirale que nous parcourons depuis dix ans ; elle ne pourra s'arrêter que le jour où

les prix français cesseront de monter, et ceux-ci ne cesseront de monter que lorsqu'on arrêtera la presse à billets, lorsqu'on cessera d'accroître le montant des billets, afin de satisfaire aux besoins de l'Etat, au-delà du montant de l'accroissement de la production commerciale.

Or, comment voulez-vous qu'on parvienne à un tel résultat avec une politique de « grandeur » ! Comment voulez-vous que l'Etat français qui ne parvenait point à se passer de la presse à billets pour payer ses dépenses, lorsque celles-ci n'étaient comme l'an dernier, que de 5.300 milliards, y réussisse maintenant que ses dépenses vont être, cette année-ci, de 6.157 milliards, soit près de mille milliards de plus ?

La place me manque maintenant pour commenter les mesures relatives à la convertibilité, ainsi que les mesures fiscales. Mais, pour ces dernières, je pense que tout commentaire serait superflu ! Nos grenouilles sont comblées ! Elles voulaient un maître qui « les croque » ; elles l'ont.

R. LOUZON.

PROPOS DE NOUVEL AN 1959

Politesse franco-soviétiques

On sait qu'en mars 1958, une délégation de la Fédération des travailleurs de l'Aéronautique civile de l'U.R.S.S. a été reçue à Paris par le Cartel de l'Aéronautique et la Fédération F.O. des travaux publics et des transports, dont notre camarade Roger Lapeyre assure le secrétariat fédéral.

Les syndicats français ont rendu leur politesse aux syndicats russes. Du 1^{er} au 15 septembre, une délégation conduite par R. Lapeyre a séjourné en U.R.S.S.

On s'est étonné, on s'est même irrité de cette initiative. L'irritation fut peut-être artificiellement provoquée. L'étonnement se légitimait davantage. R. Lapeyre s'est toujours placé avec nous à la pointe du combat antistalinien. Comme nous, il a tenu à distinguer notre action de celle d'anticommunistes qui usent du stalinisme pour discréditer toute révolution ouvrière. Nous avons toujours affirmé que la fameuse dictature du prolétariat était devenue la dictature d'une caste sur le prolétariat, que la classe ouvrière russe ne disposait d'aucune des libertés, d'aucun des droits conquis en régime capitaliste, que le « socialisme » soviétique présentait tous les caractères de l'accumulation primitive capitaliste avec une exploitation esclavagiste des travailleurs, que les syndicats soviétiques n'étaient qu'une institution d'Etat totalitaire, qu'un moyen de contrainte et d'oppression, qu'une police auxiliaire des industries et des entreprises.

C'était vrai sous Staline ; rien dans les déclarations de Lapeyre à son retour d'U.R.S.S. ne permet d'entrevoir un changement fondamental du régime sous Khrouchchev.

EDIFIANTES CONSTATATIONS

Je n'avais pas besoin de lire « Travaux publics et Transports », (organe de la Fédération, troisième trimestre 1958) pour m'assurer de l'esprit critique de Lapeyre au'on n'endort pas par les berceuses, qu'on n'entraîne pas par les fanfares d'une propagande officielle.

Ce n'est pas à lui que l'on fera croire qu'un syndicat est indépendant, « alors qu'il est par sa fonction même au service du gouvernement et du parti. »

Ce n'est pas à lui que l'on fera admirer l'auto-critique exprimée par le journal mural d'atelier où l'on trouve des caricatures d'ouvriers avec une légende aussi curieuse que celle-ci : « X... n'est pas venu au travail lundi, car il avait trop bu de vodka le dimanche. » Ce qui, selon Lapeyre, « serait considéré en France comme de la délation et du mouchardage. »

Journal confectionné par le syndicat, les jeunes communistes et le parti... Sommes-nous trop sévères en qualifiant le premier organisme, de police auxiliaire, dont l'action se manifeste en de plus graves occasions ?

Les membres de la délégation ignoraient-ils en voyant un ivrogne cloué au pilori (si la dénonciation est sincère) que la consommation de la vodka fut d'abord interdite au début de la Révolution ; que c'est pour rassurer à l'Etat... « socialiste » un profit appréciable que l'on a offert ce poison au peuple russe, tandis qu'en Chine populaire, et pour la même raison, on encourageait le trafic de l'opium.

Ce n'est pas à Lapeyre que l'on fera admettre une liberté dans la discussion « qui n'est pas prouvée par l'expression publique de l'opposition ».

Ce n'est pas à lui que l'on fera admirer un effort scientifique qui, dans le seul domaine de l'Histoire, aboutit à un « arrangement » de la vérité supprimant purement et simplement l'action de Trotsky en 1917, et ne citant l'organisateur de l'armée rouge... que lors de sa condamnation.

RAPPORTS NORMAUX ENTRE SYNDICATS

Je suis également convaincu que Lapeyre a exposé franchement et courageusement la situation et les tendances du mouvement ouvrier français.

Ce serait vraiment mal nous comprendre que de nous attribuer une insurmontable répugnance aux contacts directs entre travailleurs français et russes. Nous posons simplement deux séries de questions à nos camarades de la Fédération F.O. :

1) Sont-ils assurés de la sincérité des propos et des traductions qu'ils ont entendus ?

Sont-ils assurés de la valeur authentique des documents présentés, qui n'ont jamais été soumis à un examen contradictoire ?

Leurs interlocuteurs avaient-ils qualité de libres mandataires des travailleurs, ou ne tenaient-ils leur autorité que de l'Etat et du Parti ?

2) Sont-ils assurés, d'autre part, que leurs objections, questions et critiques — sans doute pertinentes et courageuses — ont été rapportées aux travailleurs soviétiques... à ceux à qui nous ne cessons de penser et qui veulent, en effet, percer le rideau de mensonges les séparant de l'Occident ?

Une déclaration commune des deux délégations syndicales, signée à Moscou le 14 septembre 1958, constate d'abord avec satisfaction l'établissement de liaisons aériennes directes entre Moscou et Paris. Cependant, en marge, Lapeyre nous a rapporté que « l'U.R.S.S. ne fera pas partie de l'Organisation Internationale de l'Aviation civile, tant qu'existera l'O.T.A.N., et qu'elle n'envisage pas de communiquer tous les renseignements d'ordre statistique sur l'aviation aux autres pays. »

La déclaration confirme « que les conceptions différentes sur les problèmes idéologiques et le rôle des syndicats ne doivent pas empêcher les rapports normaux entre les syndicats français de l'aviation civile F.O. et les syndicats de l'Union Soviétique. »

J'avoue ne pas comprendre. Des rapports normaux supposent non un accord idéologique, non l'identité des statuts légaux, mais l'identité de nature et l'égalité des contractants. Si l'on peut définir les syndicats soviétiques selon les mêmes critères que nos syndicats, on doit admettre à fortiori que la scission confédérale en France ne se justifie pas. Les syndicats colonisés de la C.G.T. française sont moins soumis au parti que les syndicats soviétiques.

D'autre part, du côté soviétique, les dirigeants syndicaux ne peuvent exprimer que les volontés de l'Etat, et ne sont nullement les mandataires de leurs syndiqués. Du côté français, l'Etat n'est pas engagé par les déclarations des dirigeants syndicaux qui jouissent au moins formellement de la confiance des syndiqués.

Il s'agit donc tout simplement d'établir des relations entre le gouvernement de Moscou et une fraction des travailleurs français, peut-être d'utiliser la bonne volonté de ceux-ci comme moyen de pression sur le gouvernement français.

L'EXALTATION COLLECTIVE DU PEUPLE SOVIETIQUE

La propagande des gens de Moscou est multiple et polyvalente. Elle use des moyens démagogiques les plus grossiers pour toucher une large fraction de la classe ouvrière qui a perdu ce « bon sens cartésien » dont le syndicalisme s'était nourri. Mais elle emploie des procédés plus subtils pour séduire les techniciens, les intellectuels, les agents des administrations et services publics à qui le renforcement de l'Etat apparaît comme une condition de leur sécurité.

Il s'agit de démontrer que la liberté est illusoire en régime capitaliste, qu'il faut d'abord construire le socialisme pour passer — selon l'équivoque formule marxiste — du règne de la Nécessité à celui de la Liberté. L'un des membres les plus importants de la caravane de septembre 1958, Jean Dô, secrétaire du **Cartel intersyndical de l'Aviation marchande (Aviation civile d'octobre-novembre 1958)**, aboutit à cette conclusion logique, que la servitude... « volontaire » (?) des peuples soviétiques conditionne l'édification « socialiste ».

Je n'exagère pas. Voici la conclusion presque lyrique de Jean Dô : « **Le gigantesque effort de propagande... marqué par les slogans conformes à la dialectique révolutionnaire et du développement de l'économie socialiste a réussi à susciter du manœuvre à l'ingénieur une exaltation collective dont l'objectif**

numéro 1 est d'atteindre et de dépasser les Américains... » dans tous les domaines. « Battre les U.S.A., tel est l'enjeu du grand match qui, espérons-le, restera dans le domaine économique et servira un jour à améliorer le bien-être des travailleurs. »

« Une telle compétition est possible dans un grand pays où n'existe aucune opposition officielle, où les dirigeants du gouvernement, du parti ou des syndicats savent tout expliquer aux travailleurs... Le principal effort est fait pour la jeunesse à laquelle on inculque l'amour du travail et dont les loisirs sont accaparés par les organisations sportives, mais surtout par les maisons de culture où ils peuvent se divertir sagement et à peu de frais... Les jeunes reçoivent une éducation conforme à l'émulation socialiste qui les prépare aux sacrifices nécessaires, au triomphe du communisme et du nationalisme soviétique... etc. »

MUSIQUE POUR CAMPS DE DEPORTATION...

Passons sur l'effarante association des derniers termes. On ferait bien d'apprendre à Jean Dô la définition exacte du communisme... tel que nous l'avons servi, avant que le stalinisme l'ait corrompu.

Passons aussi sur l'atroce bouffonnerie de « **l'exaltation collective** ». L'Histoire nous enseigne, en effet, qu'il y eut dans le passé d'extraordinaires entreprises inaugurées dans l'enthousiasme et servies par une foi sincère. La contrainte et la coercition n'y jouèrent aucun rôle. Jean Dô, lui, s'est laissé séduire par la musique de la propagande. Derrière les barbelés, on entendait aussi l'orchestre en pyjamas rayés dont les symphonies couvraient les lamentations et les râles des forçats dans les camps nazis.

Quant à cette naïve glorification du système soviétique d'éducation, ce sont les publicistes officiels d'U.R.S.S. qui nous en ont montré... « l'envers » en déplorant l'état d'esprit de la jeunesse. Jean Dô ignore sans doute que ce sont des « moins de vingt-cinq ans » qui se sont révélés les plus farouches ennemis du régime en Allemagne orientale, en Pologne, en Hongrie... Il en est certainement de même en U.R.S.S. C'est d'ailleurs dans une étude pédagogique hongroise dénoncée par l'organe officiel du Parti hongrois que l'on trouve cette affirmation péremptoire : « **L'application des méthodes soviétiques dans la pédagogie hongroise avait conduit la jeunesse hongroise à l'utilitarisme, au cynisme, au nihilisme... »**

Mais le vrai danger n'est pas là. Ceux qui ont lu la relation de Jean Dô se résigneront sans peine aux méthodes autoritaires qui s'imposent pour qu'un peuple... « barbare et paresseux » édifie le socialisme. Parce qu'ils se classent dans l'élite, capable de concevoir et de comprendre cette édification. Après cela, Jean Dô peut parler de la traditionnelle hospitalité du peuple russe. C'est parce que nous connaissons les vertus de celui-ci que nous sommes féroceement hostiles au régime qui le « déshumanise ».

« **Il faudrait, aux travailleurs soviétiques, des amis. Pourquoi ne trouvent-ils que des serviteurs ?** » Cette conclusion du leader de la délégation soulève en nous quelque émotion. Les travailleurs soviétiques sont-ils servis par ceux qui transmettent à l'Occident les consignes de leurs maîtres ? N'est-ce pas au contraire notre profonde amitié pour eux qui nous soutient depuis plus de trente ans — et Lapeyre avec nous — dans notre inlassable lutte contre les tyrans et corrupteurs de Moscou ?

Il y a quelques années, Monatte, ici même, remerciait Rounault de nous avoir transmis par son livre : **Mon ami Vassia**, le message du peuple russe. Nous avons entendu celui-ci à travers les confidences de Vassia, les réquisitoires de Kravchenko, les appels des forçats des camps. Nous ne cédon pas plus au-

jourd'hui à la slavophobie que nous ne laissons hier notre passion antihitlérienne dégénérer en germanophobie. Notre haine intransigeante du système tota-

litaire, c'est aujourd'hui comme hier l'affirmation de notre amicale confiance en l'Allemagne ouvrière comme en la Russie révolutionnaire.

Sacrifier l'école c'est condamner l'avenir...

Excellente formule... magnifique lapalissade qui sert de titre à un grand article de « F.O. » (25-12-58), dans lequel on proteste contre l'amputation de 72 milliards, des crédits indispensables pour combler les lacunes de notre enseignement public.

On appréciera surtout le « panache » des arguments présentés. « Il faut de plus en plus de techniciens, de spécialistes, d'ingénieurs français... dans la métropole, en Algérie, dans tous les pays de la Communauté qui s'édifie sous nos yeux, en Tunisie, au Maroc et ailleurs. Il faut aussi des hommes qualifiés pour le Sahara, notre Sahara qui, dit-on, conduira bientôt la France vers son autonomie économique. »

Pourquoi ne pas lancer un emprunt national pour doter ce pays de l'équipement scolaire indispensable à son développement ? Magnifique occasion pour attirer l'attention de tous les Français sur les perspectives d'avenir offertes à la jeunesse : « sur le rôle de la France en Algérie, dans la Communauté, en Europe, dans le monde. La politique de grandeur prendrait alors, aux yeux de tous, tout son sens. Les citoyens de ce pays qui, dans leur immense majorité, ont affirmé à trois reprises consécutives leur volonté de changement auraient la preuve qu'il y a en effet quelque chose de changé... »

Le signataire de ce papier, si national, J. Bureau, était, il y a quelque vingt ans, secrétaire du syndicat des instituteurs de la Seine. Il soutenait avec nous les motions les plus pacifistes. Il répétait avec

nous la belle formule par laquelle Paul Lapie opposait notre mission à celle des officiers : « Vous vous préparez à mener des hommes. Nous voulons apprendre aux hommes à ne pas se laisser mener. »

En 1940, J. Bureau nous avait quelque peu scandalisé par sa promptitude à rejeter tout l'héritage du syndicalisme universitaire. Après la guerre, pendant plus de dix ans, il s'était confiné — plus ou moins volontairement — dans une retraite silencieuse.

Il n'est sorti de ces fructueuses méditations que pour prendre à F.O. la place abandonnée par ceux qui avaient refusé de se soumettre aux diktats du bureau confédéral.

Est-ce lui qui, dans un bureau de l'avenue du Maine, expliquait à une de nos amies l'exclusion des syndicalistes qui avaient choisi F.O. dès 1948 mais qui n'ont pas voulu rompre avec la masse des enseignants groupés dans la Fédération autonome ? On ne pouvait tolérer le... « noyautage » de F.O. Explication dont on appréciera au moins la piquante originalité.

Mais pourquoi chercher des motifs et des arguments ? Les coups de clairon... un peu rouillé de ce nouveau leader F.O. auraient suffi pour éloigner des « bureaux » de l'avenue du Maine les universitaires syndicalistes qui ont beaucoup appris mais n'ont rien oublié.

Roger HAGNAUER.

Parmi nos

LETTRES

Sur les possibilités de F.O.

De MONTEILLET, de Clermont-Ferrand :

C'est toujours avec plaisir que je reçois la R. P. et avec intérêt que je la lis. Pour tout cela je renouvelle mon abonnement.

D'accord avec A. Lemire (R.P. de novembre 1958) lorsque dans son P.S. il dit en parlant de la classe ouvrière, que lorsqu'elle peut vivre en travaillant elle n'a plus de goût de mourir en combattant. Appartenant à la catégorie des travailleurs nationalisés d'Electricité et Gaz de France je dois dire que les « petits bourgeois » ne se trouvent pas tous parmi les salariés moyens ou supérieurs.

L'article de Delsol dans la R. P. de décembre 1958 parle des possibilités de Force Ouvrière. Je suis moins optimiste que lui. Je ne pense pas que cette Centrale dont je suis adhérent devienne le pôle attractif du mouvement syndical, elle a manqué le coche à la scission ainsi qu'aux événements de Hongrie ; mais à cette époque il y a eu aussi Suez et la guerre d'Algérie qui malheureusement continue. Force Ouvrière a trop peu de base parmi les ouvriers, son recrutement se faisant parmi les fonctionnaires, assimilés, services publics ou nationalisés. Voilà pourquoi, je le répète, elle ne peut devenir le pôle d'attraction. A mon avis elle a fait le plein.

Par contre, je pense que l'on peut reconstruire un véritable mouvement syndical libre par le canal du M.S.U.D.

Ici, à Clermont-Ferrand, nous avons démarré quelque temps avant les vacances par quelques réunions et la distribution d'un tract notamment aux rentrées et sorties des usines Michelin. Depuis octobre

nous avons repris notre activité. Nous nous réunissons tous les quinze jours et notre cercle du début s'est élargi. Soit au titre de leur syndicat ou à titre personnel, les participants sont les suivants : Instituteurs et Banque de France (autonomes), Services publics et transports (F.O.), Préfecture et E.G.F. (F.O.), Michelin (C.G.T. et C.F.T.C.), O.N.I.C. (C.G.T.), Bergougnan (C.F.T.C.), Métallurgie (C.G.T.).

De Robert ROBECCHI, de Nice :

Sidro est venu pour les grèves des employés de jeux du Casino municipal. Depuis deux mois 120 syndicalistes F.O. et une vingtaine de C.G.T. sont en pleine bagarre. L'U.D. (F.O.) continue et nos C.A. sont bien vivants. L'équipe est bonne, la maison a bien changé. Le congrès départemental aura lieu le 22 mars ; je pense que nos histoires de concierges seront oubliées et que nous aurons un véritable congrès... Trois syndiqués F.O. (de l'éclairage), en provenance de Tunisie nous donnent de sérieux problèmes (logements, affectation, etc.)...

L'article de Delsol sur les possibilités de Force Ouvrière plait beaucoup aux militants de cette organisation. Est-il possible de l'éditer en tracts ?

Un encouragement

De Th. ARGENCE, de Saint-Priest :

Je réponds à votre appel... Je lis toujours avec beaucoup d'intérêt et de sympathie la « Révolution prolétarienne » dont j'apprécie surtout l'esprit de tolérance. Il est nécessaire et il est bon que les idées s'affrontent sans que, pour cela, les hommes se heurtent et se haïssent. Il m'arrive parfois, me remémorant certaines batailles — « mais où sont les neiges d'autan » — de regretter de ne pouvoir participer à votre action.

Et s'il est vrai que « l'esprit souffle où il veut », on ne peut qu'encourager tous ceux qui entretiennent, avec constance, avec obstination, vivant et chaud, l'esprit du syndicalisme.

Cet encouragement je vous le manifeste avec ma bien modeste obole.

CONCENTRATION DU POUVOIR ET PATERNALISME EN TUNISIE

« Vous savez que je souhaite constamment le contact avec le peuple et avec les cadres du parti qui sont le trait d'union entre le peuple et moi. C'est précisément à ces cadres qu'incombe la mission d'exécuter les directives du parti et de guider le peuple vers une orientation saine ». — Habib BOURGUIBA.

Le Néo-Destour vient d'être réorganisé.

Il a été procédé à :

- une diminution d'un tiers du nombre des cellules,
- la disparition des fédérations,
- la nomination dans chaque gouvernorat d'un délégué du Bureau politique,
- l'installation d'un comité du parti dans chaque région.

Cette « réforme », rendue publique le 3 octobre dernier par un discours du chef du parti, qui est en même temps le chef de l'Etat, a été mise en application. Elle sera soumise, le 2 mars prochain, à l'approbation du Congrès national.

« Gageons qu'elle y sera entérinée sous les mêmes acclamations que celles qui ont marqué sa présentation vendredi », écrit M. D. dans le « Petit Matin » du 7 octobre.

C'est probable.

Mais pourquoi cette réforme dans un parti qui tient tout le pouvoir civil et militaire, et à la direction duquel n'échappe plus aucune organisation ouvrière ou patronale ? Pourquoi des mesures restrictives contre un parti fondé « sur le libre examen et la recherche constructive, non sur l'obéissance aveugle », un parti qui pendant vingt-cinq ans a fait preuve d'une sincérité et d'une abnégation telles qu'elles ont permis « les miracles » intervenus dans la vie de la nation au cours des dernières années ?

Eh bien, ces mesures auraient été rendues nécessaires pour la raison suivante : « Remédier à une baisse du niveau des cadres »... Constatée même dans une partie des cadres anciens !

L'envahissement du parti depuis la victoire par un nombre considérable de nouveaux adhérents a provoqué l'inflation des cellules et la prolifération des bureaux, aux dépens de la qualité.

« On ne retrouve plus le même esprit de sacrifice et la même volonté d'abnégation. La victoire venue, il est apparu que de nombreux éléments, sans doute d'une formation insuffisante, se sont laissé griser par le prestige et n'ont pas su se dominer. La direction du parti n'était pas en mesure de réprimer les abus qui échappaient à son contrôle. »

Quant aux fédérations, elles auraient été supprimées, parce qu'elles n'avaient plus de raison d'être.

Elles étaient nécessaires, indispensables même, mais seulement pendant les chocs avec le colonialisme, pour garder le contact avec les cellules et les galvaniser dans l'effort à poursuivre quand la France frappant à la tête du mouvement envoyait à Bordj-le-Eœuf ou à La Galite les membres du Bureau politique.

Qu'elles se soient montrées à la hauteur de la tâche — au cours de cette période de décentralisation imposée par les événements — c'est incontestable, puisque « les militants se sont habitués à voir les fédérations jouir d'une large autorité ». Le Bureau politique en a-t-il pris ombrage, puisqu'il la voit comme « une conséquence de son affaiblissement » ?

UN POUVOIR FORT

MAIS DEMOCRATIE... QUAND MEME

Mais revenons au discours du président.

« Il est évident que plus rien ne justifie un tel état de choses, maintenant que le pouvoir est entre nos mains et alors que nous sommes engagés dans la bataille de la construction. Il nous faut admettre qu'en ce moment précis où nous devons jeter les fondations de la nation, nous avons besoin d'un pouvoir fort qui ne s'épuise pas en vaines ramifications. Nous avons besoin de cohésion et de discipline pour

en accroître l'efficacité. Autrement dit, nous avons besoin d'une concentration du pouvoir. »

Pendant, cette nécessité d'adapter l'organisation du parti à l'armature administrative du pays « ne porte en aucune manière atteinte au caractère démocratique du parti, car la démocratie, dans le parti, c'est dans les cellules qu'elle se trouve ».

« Ces cellules qui sont la chair vive du peuple, qui se recrutent dans ses rangs et dont les bureaux sont librement élus, ce sont elles qui sont représentées au congrès devant lequel le Bureau politique lui-même est responsable. Le congrès est l'émanation du peuple et ce sont les délégués des cellules qui, réunis en congrès, détiennent la plus haute autorité dans le parti. »

Et de déclarer, à l'adresse des journalistes : « Nous n'avons nullement l'intention de nous écarter d'une saine démocratie. Car c'est nous-mêmes qui avons implanté la démocratie dans le pays et nous y restons attachés jusqu'au dernier souffle. »

Et, pour le prouver, le président ajoute :

« A l'avenir donc, le Bureau politique désignera, pour chaque gouvernorat, un représentant doté de tous les moyens d'action... Le délégué représentera le Bureau politique et assumera certaines responsabilités avec l'aide de collaborateurs qu'il aura choisis lui-même sur les lieux, sous réserve de faire sanctionner son choix par le Bureau politique. C'est ce Comité qui aura la charge des intérêts du parti dans les gouvernorats et qui sera en contact direct avec le Bureau politique... »

Cependant :

« Nous ne pouvons permettre à quiconque de paralyser l'appareil de l'Etat. Ceux qui, par manque de discernement, seraient tentés de le faire, seront traités en ennemis. Tous ceux qui voudraient jeter le trouble et ébranler l'admirable édifice qu'ils ont contribué, par leurs sacrifices, à élever, seront traités en saboteurs. »

« ... Tant que je serai avec mes camarades à la tête du gouvernement, je ne pourrai transiger, pour quelque motif que ce soit, sur la nécessité de sauvegarder la réputation de l'Etat et son prestige. »

UNE MISSION NOUVELLE

Voilà les raisons longuement motivées de la réforme du parti. Mais le président a traité un autre sujet : la réforme de la mission même du parti.

Celui-ci s'était donné pour tâche de réaliser l'indépendance du pays et de lui donner une constitution. Mais ce but atteint, puisque « la constitution sera prête d'ici la fin de l'année », le parti mettra-t-il fin à sa mission ? Le président pense qu'il ne peut s'y résigner. Au contraire, il doit affronter une mission nouvelle « qui découle naturellement du succès de la première... il s'agit de construire une nation forte, juste et prospère ».

Le président connaît les besoins du peuple :

« Pour être heureux, l'homme doit être d'abord à l'abri de la faim... Le bonheur n'existe, dit-il, que dans la mesure où l'on efface le spectacle poignant et peut-être inconnu pour ceux qui vivent dans la capitale de la misère de nos frères dans certaines régions de la République. »

Mais il considère que « la suppression de la condition humiliante du sous-développement n'est pas une entreprise hors de portée de l'homme... Il suffit de peu d'efforts pour que la Tunisie produise des richesses ou valorise les ressources de son sous-sol qui alimentent en produits bruts et de peu de valeur les industries étrangères ».

Donc accroître la production.

« Encore faut-il veiller à ne pas tomber dans le cercle vicieux d'une répartition injuste et déséquilibrée du produit. Il n'y a ni bonheur possible ni vie digne dans l'injustice sociale... »

« Il ne suffit pas de produire des richesses, mais de les répartir en se rapprochant le plus possible d'un idéal de justice. Je pèse mes mots, je ne dis pas avec justice, mais en tendant progressivement vers la justice. »

Et « pas besoin de doctrines d'importation pour résoudre nos problèmes. Tant que nous en avons conscience et la volonté sincère de les résoudre, nous n'avons qu'à agir et voir à l'expérience ».

Pourquoi la Tunisie, qui a abouti à l'indépendance par des voies qui lui étaient propres « au point qu'elles ont été érigées en méthode », ne trouverait-elle pas « par son propre effort de recherche » la solution pour transformer la face du pays ?

« Peut-être, ajoute le président, les historiens de l'avenir pourront-ils découvrir un jour que nous avons encore trouvé notre propre méthode. »

LES PRINCIPES DE LA METHODE

« ... Toute production importante, susceptible de modifier les données économiques dans le pays, est forcément le résultat d'un effort commun. Ce qui importe, c'est de définir la part qui revient à chacun dans le produit... »

Quant à la formule de production, la plus raisonnable serait celle capable d'intéresser également tous les éléments qui y participent : capital, ouvriers et cadres techniques. Il la voit dans « une solidarité entre tous les éléments intéressés à la production, en associant, par exemple, les ouvriers et les cadres au contrôle de la gestion de l'entreprise ».

La coopération affectueuse et fraternelle serait « la condition de toute paix véritable, de toute amitié et de tout progrès ».

Quant au parti, il doit, « par un appoint d'efficacité, contribuer au succès du peuple et de son gouvernement dans la bataille économique que nous devons gagner à plus ou moins brève échéance ».

REFLEXIONS

Ainsi, sous le signe du paternalisme, la Tunisie nouvelle vogue vers son destin sur lequel veille un parti unique plein d'expérience, gonflé par la victoire, expurgé de tous les éléments indésirables — et dans la pleine force de l'âge : 25 ans !

Nous doutons, cependant, que l'édification de la Tunisie nouvelle se fasse dans la paix sociale, dans le même esprit de sacrifice et d'abnégation qui animait la lutte contre l'occupant.

Pour nous, la situation actuelle n'a aucun rapport avec celle qui a précédé l'indépendance.

Sentir, vouloir et agir comme un seul homme, c'était relativement facile à l'époque où il fallait mettre Tartufe à la porte.

Toutes classes réunies, du fellah au négociant, de l'ouvrier au fonctionnaire, en passant par les professions libérales, l'unanimité était réelle.

Au point que nous avons pu voir des grèves ouvrières soutenues par des collectes faites auprès des bourgeois.

Mokhtar El Ayari, délégué à la propagande de la C.G.T. tunisienne — le compagnon de Mohammed Ali, banni comme lui pour 10 ans en 1925, mais qui n'a pu revenir d'exil « grâce » à la Résidence générale qu'à la veille de la libération de la Tunisie — me raconte qu'à l'occasion d'une grève des tramotins de Sfax, deux commerçants lui avaient remis chacun 1.000 francs (une somme en 1921), au cours d'une collecte pour les grévistes — en lui recommandant de ne pas trop s'exposer pour ne pas se faire arrêter. Ce qu'on ne verrait plus aujourd'hui.

C'est qu'alors les coups portés touchaient directement l'ennemi commun.

Une grève de tramotins gênait les usagers, mais encore plus la trésorerie de la Compagnie... française. Une grève des dockers au début de l'été frappait les exportateurs de céréales, colons... français.

Le mérite du Néo-Destour, c'est surtout d'avoir mis entre les mains du peuple une arme particulièrement efficace : son organisation.

Mais la volonté de se battre était partout. La preuve, c'est que l'U.G.T.T., qui n'était pas aussi

centralisée que le Néo-Destour, a mené une action parallèle et convergente tout aussi efficace. Au point qu'il est difficile de faire le départ des mérites respectifs de chaque organisation pour la palme de la victoire.

Personne n'a inculqué au peuple tunisien l'idée d'indépendance. L'esprit de sacrifice, d'abnégation, n'a jamais cessé de l'animer. Son martyrologe au cours des innombrables conflits sanglants entre patrons et ouvriers l'atteste. Il jalonne les 75 années d'occupation française et porte témoignage devant les générations qui monteront que la classe ouvrière tunisienne a bien mérité de la liberté et de la dignité.

Aujourd'hui, la situation est tout autre.

Le Tartufe de la civilisation est parti. Pas précisément chassé. Il est parti, parce que mis dans l'impossibilité de continuer à piller, avilir, mépriser impunément. C'est une certitude qui ne laisse plus craindre sa réimplantation.

Le chancre qui rongait le pays est à jamais extirpé.

Sans doute, un retour de flamme dû au drame algérien est-il encore possible. Mais il verrait les Tunisiens se dresser de nouveau comme un seul homme, toutes classes réunies, contre l'intrus.

Un peuple qui a lutté pendant soixante-quinze années pour arracher sa liberté n'en est plus à un effort complémentaire. Surtout dans l'exaltante atmosphère d'indépendance que respire toute l'Afrique, atmosphère que la Tunisie a si puissamment contribué à créer.

Certain, désormais, de ne plus retomber sous le joug du colonialisme (il est persuadé de ne courir aucun danger du côté du monde arabe), le peuple tunisien voudrait jouir, enfin, de cette liberté si chèrement acquise.

Or, on lui demande encore des sacrifices et encore de l'abnégation, sans qu'il lui soit permis de prendre part même aux jeux innocents de la démocratie, les atouts maîtres étant toujours dans les mains du parti au pouvoir.

Et même dans ce parti, la démocratie reste un vœu pieux soumis à la volonté d'Allah.

On nous dit bien que les cellules néo-destouriennes détiennent la plus haute autorité dans le parti, mais nous avouons ne pas comprendre comment cela peut se faire, du moment que le Bureau politique désigne son représentant dans chaque gouvernorat et que les collaborateurs choisis par ce délégué doivent recevoir l'investiture dudit Bureau.

Et alors que le président du parti lui-même nous dit :

« Les cadres du parti sont le trait d'union entre le peuple et moi... »

Un trait d'union, surtout avec la concentration du pouvoir, paraît plutôt destiné à transmettre des instructions qu'à permettre d'en recevoir.

En réalité, la diminution du nombre des cellules et encore plus la suppression des fédérations, qui avaient rendu de signalés services dans la lutte contre le colonialisme, ne semblent plus qu'un prétexte pour se débarrasser de la critique.

Or la principale caractéristique de la démocratie est justement de permettre à la critique d'exercer son influence sur les gouvernements, de s'intéresser aux événements avec passion. Elle constitue, d'ailleurs, une soupape de sûreté telle que les « doctrinaires » ont pu dire « qu'elle efface les classes ».

Mais le gouvernement tunisien n'aime pas les doctrinaires, d'autant plus qu'il a sa méthode en matière de paix sociale : le paternalisme.

Le paternalisme ! Encore moins que la démocratie, il ne peut satisfaire les aspirations ouvrières.

Une méthode nouvelle, cette vieille chose ?

En France, les anciens syndicalistes ont connu des travailleurs, appelés les jaunes, qui croyaient en la bonté du patron et de l'Etat.

Voici ce qu'ils écrivaient, ces croyants, dans leur journal « L'Ouvrier », à propos d'un livre qui vantait leur doctrine :

« La carrière d'un ouvrier ne s'enferme pas, égoïste, entre les quatre murs de l'atelier où il travaille. Elle réclame d'être un échange de services, de bons procédés, d'offices, de dévouement avec son patron et ses camarades. Elle demande, de sa part, du cœur, du courage, de la bonne volonté. »

Plus loin :

« Godter la joie où elle se trouve réellement, c'est-à-

dire dans la douce philosophie qui sait juger suffisant le bonheur que l'on possède, en attendant — s'il est possible — de le rendre plus grand. »

Et encore :

« Ce petit livre est un ami qui rêve de voir tous les hommes s'adonner au travail manuel, et le pays rempli de l'activité des haches, des marteaux, des limes, des charrues, travaillant dans la prospérité et dans la paix, pour la famille, la cité, la patrie, l'humanité. »

On retrouve le même esprit dans le discours du 3 octobre du président du Néo-Destour, quand il voit dans la coopération affectueuse et fraternelle de tous les éléments intéressés à la production la condition de toute paix véritable, de toute amitié et de tout progrès, et quand il dit :

« Nous n'avons pas encore réalisé la justice sociale mais le peuple, témoin de notre effort, se rassure. »

Les syndicalistes européens ont réagi vigoureusement contre la « douce philosophie » de la jaunisse.

Ce n'est qu'après avoir jeté le paternalisme aux orties que les ouvriers français ont vu l'amélioration de leur sort devenir possible.

Cela ne s'est pas fait sans mal, mais on n'échappe pas à la lutte de classe. Elle s'impose quand il s'agit de définir la part qui revient à chacun dans le produit.

Certes, dans la conjoncture actuelle, le gouvernement tunisien peut faire patienter les travailleurs. La toile tissée par son parti autour d'eux et les moyens de plus en plus perfectionnés dont il dispose dans le pays sont de nature à doucher les impatiences.

D'autant plus que la classe ouvrière, si riche en jeunes militants pleins de promesses, que nous avons connus autour de Ferhat Hached, n'a plus pour la servir que des bureaucrates.

Pour le besoin de son administration, l'Etat a fait

de véritables ravages dans cette pépinière. On compte au moins trois anciens secrétaires généraux de l'U.G.T.T. parmi les ministres, ainsi que des secrétaires de fédérations. D'autres militants ouvriers sont députés, conseillers municipaux, attachés de cabinet, ou chefs de service, etc...

Il est facile de dire que ces militants n'avaient peut-être pas la tripe prolétarienne. Ce n'est pas prouvé. Qu'ils aient acquis la mentalité du milieu dans lequel ils vivent, c'est certain. Mais il faut considérer que, dans un petit pays comme la Tunisie, soumis pendant si longtemps au régime de la prépondérance française, le nombre des administrateurs valables était forcément limité. Il fallait, pour mettre la machine en marche, que les meilleurs s'y collent.

Or la vie syndicale est un creuset où se forment les administrateurs. C'est donc dans la classe ouvrière organisée qu'on a puisé — quelquefois à son corps défendant.

Nous ne jetterons pas la pierre aux transfuges, mais c'est leur départ qui a affaibli le mouvement ouvrier de ce pays. C'est pourquoi, on peut aujourd'hui parler paternalisme sans provoquer de réaction. Samson a les cheveux rasés.

Mais croire qu'il travaillera affectueusement et fraternellement avec son patron, et que, témoin de l'effort du gouvernement, il se rassure, c'est aller à des mécomptes.

A moins que les propos sur la coopération affectueuse et fraternelle ne soient que de la propagande, surtout un appât pour les capitaux étrangers, étant bien entendu que la concentration du pouvoir se chargera du reste.

C'est bien possible, mais...

« Patience Samson, tes cheveux pousseront ! »

J.-P. FINIDORI.

La réforme agraire en Syrie

Dans une « R.P. » de l'été dernier, un de nos collaborateurs qui avait pu discuter avec Michel Aflak, leader intellectuel du parti socialiste de la Renaissance Arabe, signalait d'une part l'importance que les nationalistes progressistes de Syrie accordaient à la paysannerie comme force révolutionnaire, et d'autre part l'inexistence d'associations de base chez les paysans pauvres.

Depuis, l'évolution s'est poursuivie et nous pouvons aujourd'hui présenter, à défaut d'un témoignage direct, une série d'informations sur la réforme agraire décrétée en Syrie.

C'est une loi qui définit la réforme agraire, loi qui s'apparente à celle décrétée en Egypte le 9 septembre 1952. Trois principes sont à la base de la réforme :

- la propriété agricole est limitée ;
- la redistribution des terres est organisée ;
- les nouveaux propriétaires doivent s'organiser en coopératives.

Examinons les points un par un

1) La superficie de la propriété individuelle ne peut dorénavant dépasser 80 hectares s'il s'agit de terres irriguées ou plantées d'arbres, ou 300 hectares s'il s'agit de terres dont la culture dépend des pluies. (Il y a contestation pour interpréter la loi sur le fait de savoir si le maximum comprend 80 hectares de terres irriguées plus 300 hectares de terres non irriguées, ou bien l'une des deux catégories seulement.)

C'est l'Etat qui procédera à l'expropriation des terres qui dépassent les maxima. Ces expropriations devront se faire dans un délai de cinq ans. Entre la date de promulgation de la loi et l'expropriation effective, les propriétaires seront considérés comme des usufruitiers et ils devront, comme tels, verser à l'Etat les trois quarts du loyer de la terre, la moyenne étant calculée sur la base du loyer des trois dernières années par les soins de comités spéciaux. (Cela pour éviter que les expropriés cessent de faire cultiver la terre.)

Quelques accommodements sont prévus. Ainsi, chaque propriétaire a le droit de céder à chacun de ses enfants et à sa femme 10 hectares de terres irriguées

et 40 hectares de terres non irriguées. Mais le total de ces terres ainsi cédées ne peut dépasser 40 hectares pour la première catégorie ou 160 hectares de la deuxième. Dans le meilleur des cas, donc, une famille ne peut posséder au total plus de 120 hectares de terres irriguées ou (et ?) 460 hectares de terres non irriguées.

Si les terres dépassant ce maximum proviennent d'un héritage, le propriétaire doit les vendre dans le délai d'un an. Après ce délai, l'Etat les exproprie conformément à la loi.

D'autre part, si un propriétaire de terres non irriguées les transforme en terres irriguées (en creusant des puits) ou en terres plantées d'arbres, il a le droit de les conserver bien qu'elles passent d'une catégorie dans l'autre. Il y a donc là une sorte de prime et de garantie à l'amélioration des sols.

Sont exclus de la loi, et peuvent donc conserver des domaines dont la superficie est supérieure au maximum légal :

- les sociétés ou coopératives dont le but est l'amélioration des terres pour la vente ;
- les sociétés industrielles déjà existantes qui ont besoin de terres pour leurs activités ;
- les associations scientifiques ;
- les associations de bienfaisance dont la constitution est antérieure à la loi ;
- les créanciers de terrains hypothéqués en garantie de créance.

L'Etat conserve des droits d'expropriation pour la plupart de ces cas.

Le but de la loi est donc d'éviter que les anciennes propriétés agricoles individuelles ne deviennent des propriétés de sociétés.

L'expropriation s'effectue contre indemnités. Ces indemnités sont calculées sur la base du loyer annuel moyen des trois dernières années ou sur celle de la part du propriétaire dans le revenu de la terre et se montent à dix fois le loyer ou la part de revenu.

L'indemnité est payée sous forme d'obligations sur l'Etat, amortissables en 40 ans et produisant un intérêt de 1,5 % (la réforme agraire égyptienne de 1952 se basait sur un amortissement de 30 ans, avec 3 %

d'intérêt. Ces termes viennent d'être modifiés et s'alignent sur ceux de la loi syrienne).

Les règles de la circulation de ces obligations n'ont pas été précisées.

2) Les surfaces expropriées seront redistribuées entre les paysans (avec un maximum de 8 hectares de terres irriguées et de 30 hectares de terres non irriguées).

L'expropriation se fera par village. En même temps, les terres seront regroupées si besoin est.

Les bénéficiaires sont les agriculteurs majeurs de la province syrienne ; les diplômés des écoles agricoles ; les Bédouins qui se sédentarisent.

L'ordre de priorité est le suivant : les travailleurs agricoles associés ; les locataires de terres expropriées ; les ouvriers agricoles de ces terres ; les chefs de familles nombreuses ; les chefs des familles les plus pauvres ; les paysans n'appartenant pas au village.

La terre est vendue au nouveau propriétaire au prix coûtant, plus 1,5 % d'intérêt annuel, plus 10 % de frais d'expropriation et de redistribution. Le prix sera payé en 40 annuités.

C'est un organisme spécial, rattaché à la présidence de la République, qui est chargé de l'application de la réforme, de l'expropriation, de la gestion, de l'administration et de la redistribution. Son conseil d'administration a un pouvoir absolu pour interpréter la loi.

3) Le groupement des nouveaux propriétaires en coopératives agricoles, dans chaque village, est obligatoire.

Ces coopératives (villageoises ou intervillageoises) doivent, suivant les lois :

- aider les nouveaux propriétaires à obtenir des crédits pour l'exploitation ;
- assurer le ravitaillement en semences, engrais, bétail, matériel agricole ;
- conserver et transporter les produits ;
- améliorer la qualité des sols et des produits ;
- organiser la vente des produits ;
- assurer les services agricoles collectifs et les services sociaux.

Dans l'esprit des législateurs, ces coopératives doivent permettre d'éviter que le morcellement des anciens grands domaines ne conduise à la chute de la production.

Il est très difficile de prédire non seulement quelles seront les conséquences de la réforme agraire, mais aussi d'en mesurer l'étendue. En effet, les titres de propriété et les renseignements du cadastre sont très vagues en Syrie.

A titre d'indication, on peut cependant citer quelques-uns des chiffres apportés par le ministre de l'Agriculture de la province syrienne :

Terres non irriguées expropriables. — Nombre de propriétés : 1.914 ; superficie : 1.123.500 ha (soit 27,5 % de la superficie totale de cette catégorie).

Terres irriguées. — Nombre de propriétés : 859 ; superficie : 254.700 ha (soit 16,6 % de la superficie de cette catégorie).

DAMASHKI.

CONTROLE OUVRIER ET COGESTION

Je voudrais aborder deux problèmes-clés auxquels Mercier et Duperray se sont intéressés dans leurs récents articles. C'est-à-dire le problème du contrôle ouvrier ou de la participation ouvrière à l'entreprise, et celui du pouvoir. Ces deux problèmes sont, dans nos milieux, au centre de nos préoccupations et je crois qu'ils valent la peine d'être étudiés. Dans leur essence et leur substance économique-sociale ils constituent, si on les examine de près, un seul et même problème...

Depuis vingt ans, je soutiens que la faiblesse majeure de notre mouvement d'avant-garde (socialiste révolutionnaire, anarcho-sindicaliste, syndicaliste ou corporatiste anti-étatique, syndicaliste révolutionnaire, etc.) se trouve dans le fait qu'il n'a jamais mis au point une pensée objective, concrète et viable dans le domaine économique. Cette faiblesse est cause que des événements aussi extraordinaires que la prise des usines en Italie ou que la révolution espagnole de 1936-1938 n'aient pas eu une plus grande solidité et n'aient pas ouvert de meilleures perspectives de développement ou de résistance. Fondamentalement, c'est parce qu'ils n'ont pas pu se baser sur une théorie économique adéquate, pratique, expérimentée et définie en fonction du socialisme libertaire tant dans ses objectifs que dans son mécanisme de fonctionnement. Le jour où l'ouvrier verra quelle structure et quel mécanisme organisationnel « productif-distributif » peuvent remplacer le régime capitaliste étatique anachronique, alors il pourra prendre position sur les perspectives qu'ouvre un procès révolutionnaire profond et positif comme nous le proposons... verbalement.

Le compte rendu synthétique et objectif, intéressant de Mercier sur le « séminaire » organisé par le Congrès pour la Liberté de la Culture me satisfait pleinement, ainsi que la remarque sur l'impuissance et même l'impossibilité que revêtent les expériences de gestion ouvrière là où subsiste un système concurrentiel et de marché au sein duquel se déroule nécessairement l'expérience. C'est pourquoi il me semble nécessaire de demander à Mercier ce qu'il entend quand il se réfère à « un angle différent » qui est celui du professeur Lasserre. Je crois que s'il a pensé à la méthode et au système économique coopératif, lequel supprime s'il est bien appliqué, le profit et l'exploitation du salarié, le thème mériterait d'être discuté.

Le type de contrat mutuel libre et établi de bas en haut que propose la méthode coopérativiste, et le retour (sur lequel il se fonde essentiellement) de

tous les bénéfices du circuit commercial et industriel à la société coopérative signifierait la suppression du profit et du pouvoir économique du capitalisme. Et qui dit pouvoir économique dit en même temps pouvoir politique.

L'autre problème-clé abordé par Duperray, problème que je soupçonne être un monstre endormi, mais toujours menaçant, et dont le réveil pourrait être désastreux, est celui du pouvoir politique précisément. Profit, pouvoir politique et salariat sont trois plaies en une qui font se convulsionner le monde et déséquilibrent notre civilisation.

Il ne fait pas de doute que l'expérience de la participation ouvrière à la gestion, ou la co-gestion, est une forme de coopération encore superficielle et anodine dans notre société dominée par le capital et vassalisée par l'Etat. Son fonctionnement ne peut être que marginal. Elle ne fait qu'effleurer le phénomène central du marché spoliateur et de la chaîne d'intermédiaires qui exploitent le travailleur, et qui les exploitent deux fois : comme ouvrier salarié, quand il se trouve dans l'engrenage de la production, comme consommateur ensuite quand il doit se procurer ce qui lui est nécessaire pour vivre. Cette exploitation sur deux fronts doit être combattue sur deux fronts. Le mouvement ouvrier international n'en a choisi qu'un seul et s'est spécialisé, de façon intéressante et combative, donnant la palme aux hommes extraordinaires qui se battirent sur le plan professionnel. Mais les révolutions à contenu social de ces dernières années ont mis en évidence de façon cruelle la terrible faiblesse du mouvement ouvrier dans la théorie et la pratique de la reconstruction économique. Et c'était là un résultat inévitable.

C'est pourquoi j'insiste sur la nécessité de débattre dans un esprit constructif le grand problème du pouvoir politique en le considérant comme absolument inséparable de la lutte pour le pouvoir économique lequel n'a rien de terrible, même dans une perspective lointaine. Quand le pouvoir économique sera démonté et remplacé par une structure économique de type coopératif et libertaire grâce à laquelle les ouvriers auront la gestion intégrale du procès de production et les coopératives pourront organiser la distribution en remettant le profit au consommateur (bénéfice commercial et intérêts prélevés actuellement par le capitalisme) alors seulement le monstre que Duperray craint d'avoir réveillé se révélera être non pas un monstre terrible mais un fossile ne présentant aucun danger.

Miguel MIRANDA.

LES ZIGZAGS DE L'UNION MAROCAINE DU TRAVAIL

Dans l'ouvrage de Jean et Simonne Lacouture. *Le Maroc à l'épreuve*, paru au printemps 1958, figure une interview de Mahjoub ben Saddiq, secrétaire général de l'Union marocaine du Travail.

Ce militant syndical, questionné sur l'orientation de l'U.M.T., a répondu notamment : « Ce que je voudrais d'abord vous faire comprendre, c'est que la conception française d'un syndicalisme apolitique n'a pour nous aucun sens et ne se rattache à aucune tradition... Pour nous, colonisés, l'effort de libération est tout un ; il est absurde (et nuisible) de distinguer le politique du social, les questions professionnelles des affaires publiques ».

Plus loin, Mahjoub ben Saddiq précise, à propos de l'esprit qui pourrait caractériser le mouvement syndical marocain, à quel type il se rattache : « Pas au syndicalisme français, en tout cas, qui part, à notre sens, à l'envers, c'est-à-dire d'un parti. Sous couvert d'apolitisme vos syndicalistes ont abouti à une politisation extrême, divisant la classe ouvrière. Le syndicalisme anglais nous plait davantage. Là, au moins, c'est le parti qui a été bâti à partir du syndicat. Mais notre cas est encore différent. On dit souvent chez vous que l'U.M.T. est née de l'Istiqlal. C'est faux. Notre centrale a été créée selon un troisième processus, à une époque où le parti était brisé, écrasé, en 1955. Ni du parti au syndicat, ni du syndicat au parti : notre centrale est née alors que le parti était créé, mais sans existence réelle. »

Le secrétaire de l'U.M.T. déclare encore que le type de syndicalisme américain ne répond aucunement aux réalités sociales du Maroc ; que l'U.G.T.T. (Union Générale des Travailleurs de Tunisie) a exagéré l'importance des unions locales, ce qui favorise la division du mouvement ; que l'U.M.T. est fortement centralisée mais pas totalitaire, et qu'il n'y a aucune entorse aux principes de la centralisation démocratique (sic).

Enfin, Mahjoub ben Saddiq affirme, à propos de sa double affiliation à l'U.M.T. et à l'Istiqlal : « Quand on est un vrai syndicaliste et qu'on aborde un problème syndical, le parti ne compte plus. »

A la question de savoir s'il est vrai que l'U.M.T. a surtout revendiqué à ses débuts, et préconisé par la suite le rendement et la production, le dirigeant de l'Union marocaine du travail réplique : « C'est un peu simple, mais ce n'est pas tout à fait faux. On peut dire en effet que nous sommes, en octobre 1957, en période de composition. Mais nos appels aux travailleurs pour un accroissement de la production — qui ont été, vous le savez, couronnés de succès — ne nous font pas abandonner notre souci primordial : l'élévation du niveau de vie des masses. Production et salaires doivent aller de pair pour peu que le patronat veuille comprendre... »

Remarquons que le secrétaire général de l'U.M.T., très net dans ses réponses, ne semble pas très bien connaître la signification de l'apolitisme chez les syndicalistes français et que son rejet de cette conception est aussitôt contredit par son affirmation suivant laquelle le point de vue syndical prend le pas sur la conception politique, et qu'il est tout aussi vite suivi d'une déclaration sur les bienfaits de la productivité. Quant au « centralisme démocratique », formule inventée par les communistes préstaliniens, avouons que nous ne savons pas ce qu'elle signifie, ou que nous ne le savons que trop.

Mais il est plus important de connaître l'évolution de l'U.M.T. au cours de ces derniers mois.

C'est cette organisation syndicale qui a conduit l'Istiqlal à suspendre la parution de son hebdomadaire, les dissensions étant devenues trop grandes.

Appuyant les leaders de gauche de l'Istiqlal, les dirigeants de l'U.M.T. ont mené une vive campagne pour l'évacuation des troupes françaises et ont réclamé la suppression des bases américaines installées au Maroc. De plus, l'U.M.T., ou en tout cas ses dirigeants, a amorcé un rapprochement avec le bloc de l'Est.

Il semble bien que lorsque Mahjoub ben Saddiq parle avec mépris de l'apolitisme de la tradition syndicaliste, il n'a pas seulement à l'esprit le rôle autonome que peut jouer la classe ouvrière organisée dans tous les domaines, mais aussi, et c'est là le danger, il pense, que les leaders syndicaux peuvent également se servir du mouvement syndical pour des entreprises de politique nationale et internationale.

Une conclusion provisoire aux contradictions du leader de l'U.M.T. nous est fournie par cette information, parue dans *Le Petit Matin* de Tunis (19 août 1958) :

« Le secrétaire général de l'Union Marocaine du Travail, M. Mahjoub ben Saddiq a démissionné de ses fonctions de membre du Comité exécutif du parti de l'Istiqlal, apprend-on de source autorisée.

« Bien que M. Mahjoub ben Saddiq lui-même se refuse à tout commentaire, on indique dans son entourage que sa démission est motivée par l'incompatibilité de ses fonctions politiques et syndicales ». — L. M.

UNE RECTIFICATION (DE BEYROUTH)

Mme Nassar, de la C.I.S.L., nous demande de rectifier quelques erreurs qui se seraient glissées dans l'article sur « Les trois Liban », publié dans notre numéro d'octobre :

L'on parle d'une Fédération de syndicats libres affiliée à la C.I.S.L., qui groupe six organisations dont l'enseignement privé et le textile. Or, la seule fédération syndicale libanaise affiliée à la C.I.S.L., est la Ligue des syndicats qui groupe dix-sept syndicats. Parmi ceux-ci ne figurent ni l'enseignement privé qui reste jusqu'ici indépendant et n'est affilié à aucune fédération, ni le textile qui est affilié à la Fédération des syndicats unis. Par ailleurs, ce que vous appelez la « Confédération des syndicats indépendants » englobant les employés du pétrole et des banques, les cheminots, etc., porte plutôt le nom de Fédération des syndicats unis et groupe six syndicats dont les banques, les cheminots, le port, le textile, les employés de certaines compagnies de pétrole et les travailleurs de la Régie des Tabacs. Il existe en outre une troisième fédération localisée dans le Liban-Nord et comportant surtout des éléments musulmans, mais elle ne porte pas officiellement le nom de « Fédération des syndicats musulmans ». Enfin, il y a une fédération appelée « Fédération des syndicats indépendants » comptant cinq syndicats dont le syndicat des travailleurs de la mécanique qui est le plus important. Cette dernière fédération ainsi que celle du Liban-Nord sont toutes deux affiliées à la Confédération syndicale inter-arabe dont le siège est au Caire.

J'ai le plaisir de vous annoncer en outre, en réponse au dernier paragraphe de ce même article, que la C.I.S.L. est en train de faire traduire et imprimer une série de brochures à propos de formation syndicale qui seront incessamment distribuées parmi le milieu syndical libanais. Cela constitue une première distribution de publications C.I.S.L. en arabe qui doit d'ailleurs être suivie de plusieurs autres, en exécution d'un programme de travail arrêté avec les dirigeants de la C.I.S.L. lors de mon récent séjour à Bruxelles.

COMME ILS SONT !

Je déambulais dans la rue Racine, rue tranquille du quartier latin, remâchant des souvenirs vieux maintenant de 40 ans, quand, passant devant une avenante librairie, il me souvint tout à coup que j'avais fait le projet d'acheter deux romans récemment primés pour les offrir en étrennes à de bons vieux amis. J'entre donc, et trouve aisément ce que je cherchais, la vendeuse se montrant extrêmement prévenante et obligeante.

Tout à coup elle me dit :

— *Etes-vous inscrit à notre librairie, monsieur ?*

Moi, me méprenant sur le sens exact de cette question :

— *J'ignorais que chez vous on devait être inscrit pour effectuer un achat.*

(Sourire).

— *Mais non, monsieur, je vous demandais cela pour le cas où vous souhaiteriez recevoir régulièrement les renseignements relatifs à l'activité de notre librairie.*

J'accepte. On me fait remplir une formule détaillée. Pendant que je m'acquitte de cette tâche, la vendeuse :

— *Par ailleurs, je vous avertis que votre achat excédant 1.000 francs, vous avez droit de participer à notre tombola, voulez-vous tirer un numéro dans cette boîte à gauche du comptoir ?*

Je m'exécute et fourre le petit papier plié dans ma poche, pensant bien ne plus en entendre parler.

Alors la vendeuse :

— *Il faut regarder tout de suite si vous avez tiré un numéro gagnant vous donnant droit à un volume gratuit... Ah ! c'est le 837 ! Eh bien, justement vous avez gagné un volume, le voilà.*

Et outre mon achat, elle me remet « Avec le Salut du Front », précédé de la nouvelle « Un Kolkhoze tient bon », par Valentin Ovietchkine.

En sortant, je pensais que cet Ovietchkine, dont j'ignorais le nom, cinq minutes auparavant, ne devait pas être : « un animal immonde, un porc qui souille son écurie... » comme son compatriote Pasternak. — J. L.

A travers

LES LIVRES

POMME ENDORMIE

de Léna LECLERCQ

Editions de l'Arbalète. Diffusion Inter.
Marc Barbezat, Décines (Isère)

Notre camarade Léna Leclercq nous a envoyé son petit livre de poèmes. Des vers, dans la R.P. ?...

Mais aucune forme d'expression chaude du cœur des hommes ne nous est étrangère. Celui qui a soif de justice goûte la poésie Au surplus celle-ci se mêle à l'action :

Les vrais poètes ceux qui sont vrais

ont des cœurs d'hommes ;

ils sont avec les autres hommes

épaule contre épaule

face

à tout ce qui menace

sans se soucier de poésie ni de lauriers

ni de vie sauve

leur sang avec le sang des autres

pas meilleur que le sang des autres

leur cœur à l'unisson des cœurs battant dans l'aube

leurs chants perdus avec les vents sur l'océan

et leur vie hasardée avec les autres vies

dans les cordages.

Écoutez « le prisonnier malade » :

Mon cœur, je ne sais plus si nous nous reverrons

Dans la joie d'un printemps, si nous retrouverons

La force des iris, le vert en feu des branches,

La fraîcheur déroulée des grands fleuves qui

(penchent,

Et « la jeune veuve » :

Puisque ses mains ne viendront plus

chasser la neige de mes seins

et les dresser en fleurs autour de courbes roses...

Pour Léna Leclercq, « vivre avec ceux qui risquent », c'est aussi chanter avec eux. — R. G.

CERCLE ZIMMERWALD

REUNION DU 14 DECEMBRE 1958

Israël et le Moyen-Orient

Raphaël Ryba remarque pour commencer que la crainte de passer pour antisémite peut retenir les gens de gauche de porter sur la politique de l'Etat d'Israël les jugements sévères qui seraient sans cela les leurs. Il ne faut pas céder, pense-t-il, à cette crainte. La situation au Moyen-Orient est pleine de dangers. Il faut en examiner tous les aspects. Quelques signes ont pu faire récemment redouter une nouvelle affaire de Suez.

D'où vient cette tension au Moyen-Orient ? C'est tout le monde qui en porte la responsabilité.

Les Arabes. Ils proclament leur volonté de rejeter les Juifs à la mer, ils n'acceptent pas l'existence de l'Etat d'Israël. Qu'on le déplore ou non, il existe, et les Juifs étaient là avant même qu'il fût créé.

Les dirigeants des deux blocs. Leur rivalité à au Moyen-Orient, un de ses contre-coups : l'Occident refusant d'accepter les conséquences du mouvement qui porte les pays sous-développés vers l'indépendance, les Arabes se tournent vers la Russie.

Israël. Ryba est sévère pour la politique de Ben Gourion, qu'il s'agisse de la manière dont des révolutionnaires libanais furent livrés à leur gouvernement, de l'attitude d'Israël envers l'insurrection algérienne, de la discrimination entre Arabes et Juifs à l'intérieur, du problème des réfugiés. Aspiration nationaliste à la grandeur, complicité avec l'Occident colonialiste, politique du fait accompli, un redressement est souhaitable. Ryba se réjouit qu'il soit souhaité dans l'Etat d'Israël et dans le

mouvement sioniste mondial, même si ce n'est encore que par certains.

Pour ouvrir la discussion Lamizet remarque que si on risque d'être retenu par la crainte d'apporter de l'eau au moulin de l'antisémitisme, on risque de l'être aussi par celle d'en apporter au moulin du colonialisme. L'une et l'autre craintes existent à gauche.

Graud demande des informations sur le problème des réfugiés arabes, sur la démocratie israélienne, sur les coopératives israéliennes, sur les chances de survie qu'aurait l'Etat d'Israël en l'absence des investissements mondiaux. Il souligne que dans tous les cas où on est réduit à prendre parti entre l'Est et l'Ouest, c'est par suite de la faillite du mouvement ouvrier international.

Guilloré demande que soient mis en balance l'actif et le passif de la création de l'Etat d'Israël, le passif consistant dans un nationalisme nouveau. Il remarque qu'au Moyen-Orient comme ailleurs il convient d'appeler l'attention sur le problème de la natalité.

Martinet compare la situation des Israéliens à celle des Européens en Algérie ; même ambiguïté : du bien ou du mal peuvent résulter de leur présence.

Un camarade s'interroge sur le rôle joué par le messianisme religieux dans le développement de l'Etat d'Israël.

Diverses questions sont posées à Ryba sur des points de détail. Il y répond par des informations de la même précision que celles qu'il a apportées dans sa causerie. Il conclut en exprimant de nouveau son espoir dans un redressement de la politique israélienne. Il était moins conforme au meilleur de la vocation des Juifs, pense-t-il, de créer un nouvel Etat que de contribuer, partout où ils sont, à un peu plus de compréhension, de justice et de paix entre tous les hommes ; mais cet Etat a été créé, et c'est un Etat démocratique ; à lui d'y contribuer.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 3 DECEMBRE. — Voyage du général de Gaulle en Algérie, consacré plus particulièrement à la visite des champs pétrolifères.

Huit militaires français sont libérés par le F.L.N.

JEUDI 4. — Congrès extraordinaire S.F.I.O. M. Guy Mollet prend position contre la participation au prochain gouvernement.

Les autorités tunisiennes saisissent l'immeuble de l'Alliance Française à Tunis.

Crise en Finlande. Cinq ministres du parti agrarien démissionnent.

VENDREDI 5. — Lancement de la fusée lunaire Pionnier III à Cap Canaveral.

DIMANCHE 7. — M. Romulo Bétancourt, chef du parti de l'action démocratique (socialistes de gauche), est élu président du Venezuela.

Succès massif des partisans du « statu quo » aux élections législatives de Berlin-Ouest.

LUNDI 8. — Nouveaux incidents syro-israéliens. Négociations commerciales entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne de l'Ouest.

MARDI 9. — Session inaugurale du Parlement de la V^e République : M. Chaban-Delmas (U.N.R.) est élu président de l'Assemblée nationale ; M. Monnerville, réélu à la présidence du Sénat.

MERCREDI 10. — La Guinée est admise à l'O.N.U., la délégation française s'abstient.

Mao Tsé-toung renonce à la présidence de la République chinoise, mais demeure président du Comité central du parti communiste.

Grève de 3 jours au Centre National de Recherche Scientifique.

Manifestation des étudiants pour réclamer une augmentation des crédits.

Réunion à Drancy du Comité Central du P.C.

VENDREDI 12. — M. Paul Delouvrier est nommé délégué général en Algérie ; le général Maurice Challe, commandant en chef des Forces en Algérie.

SAMEDI 13. — La motion afro-asiatique reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance est adoptée par la commission politique de l'O.N.U., mais rejetée par l'Assemblée générale.

Une fusée Jupiter, avec un singe à bord, est lancée à Cap Canaveral.

DIMANCHE 14. — Les ministres des Affaires étrangères français, britannique, américain et allemand prennent position contre toute dénonciation unilatérale par l'U.R.S.S. de ses obligations à Berlin.

LUNDI 15. — M. Mikoyan dépose une demande de visa de touriste à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou.

MARDI 16. — Le Conseil atlantique, réuni à Paris, estime que la question de Berlin ne peut être résolue que dans le cadre d'un accord avec l'U.R.S.S. sur l'ensemble du problème allemand, et charge M. Spaak d'examiner les mesures propres à améliorer l'effort défensif de l'alliance.

M. Moulay Abdallah Ibrahim est chargé par Mohammed V de former le nouveau gouvernement marocain.

JEUDI 18. — La conférence sur la prévention des attaques par surprise, ouverte à Genève le 10 novembre, suspend « sine die » ses travaux. Celle sur la suspension des essais nucléaires s'ajourne au 5 janvier.

Une fusée-satellite Atlas, pesant 3.950 kilos, est lancée à Cap Canaveral.

VENDREDI 19. — Le général Salan quitte Alger, où M. Delouvrier, son successeur, entre en fonctions.

DIMANCHE 21. — Le général de Gaulle est élu président de la République et de la Communauté.

LUNDI 22. — Le Soviet Suprême, réuni à Moscou, nomme Alexandre Chelepine chef de la sécurité d'Etat, en remplacement du général Serov, et adopte les projets de réforme de l'enseignement et du code pénal.

MARDI 23. — Sept ordonnances et dix-huit décrets publiés au « Journal Officiel » modifient le statut des magistrats et l'organisation de la justice.

Les Etats-Unis accordent une aide de 129 millions de dollars à la Yougoslavie.

Discours violemment anticommuniste du président Nasser à Port-Saïd.

SAMEDI 27. — Le gouvernement adopte un vaste plan économique et financier comportant notamment la dévaluation (14,95 %), la convertibilité « externe » du franc, la réduction des subventions, l'augmentation de certains impôts, la libération des échanges à 90 %.

Accord relatif à la première tranche des travaux du barrage d'Assouan. La R.A.U. recevra de l'U.R.S.S. 400 millions de roubles.

MARDI 30. — Le Conseil des ministres adopte plusieurs ordonnances : sur l'organisation générale de la défense nationale, la réforme des finances locales, le régime foncier en Algérie.

M. Black offre ses bons offices pour le règlement des litiges anglo-égyptiens.

MERCREDI 31. — Les Occidentaux rejettent la proposition soviétique sur Berlin.

D'où vient l'argent ?

Cette rubrique restera muette ce mois-ci.

Les fêtes et la parution relativement précoce de ce numéro ne nous ont pas permis, en effet, de présenter, comme de coutume, notre compte rendu de trésorerie pour le mois de décembre 1958, dont l'établissement n'a pu être achevé à temps.

Le fait ne constituant pas un précédent, nos lecteurs ne s'en alarmeront pas, le signal d'alarme étant « tiré » par ailleurs (voir rubrique : « Entre nous »).

Bien entendu, ces comptes figureront dans notre prochain numéro, vraisemblablement aux côtés de ceux de janvier 1959, accompagnés des listes correspondantes d'abonnés de soutien et de souscripteurs. Nous pensons être en mesure de publier, également, la récapitulation générale pour l'année 1958.

LA CHINE REVIENT AU PREMIER PLAN DE L'ACTUALITÉ.

Connaissez son histoire

Lisez :

LA CHINE

SES TROIS MILLENAIRES D'HISTOIRE

SES CINQUANTE ANS DE REVOLUTION

par **R. LOUZON**

Prix : 400 francs franco.

Troisième brochure de l'Union des Syndicalistes :

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

Par la voix de **Pierre DICHAMP**

les gars du bâtiment parlent
de la construction et du logement.

Adressez vos commandes à

MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris-20^e. — C.C.P. Paris 7473-08

L'exemplaire 100 francs. — Par colis de 20 ex. : 1.200 francs

Réclamez à la "Révolution Proletarienne"

TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par **Pierre MONATTE**

(Publié par les Editions ouvrières)

AU SOMMAIRE : De 1946 à 1957. — Où va la C.G.T. ? — Un secrétaire confédéral parle. — Destin du syndicalisme. — Notre presse syndicale. — L'unité ouvrière au congrès de Montpellier. — Souvenirs sur le congrès d'Amiens. — La scission syndicale de 1921. — Les grèves Molotov de 1947 et 1948 et les scissions syndicales nationales et internationale. — Amis de quarante ans.

L'EXEMPLAIRE : 690 FRANCS